



Assemblée générale

Distr. générale
25 mars 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011*

Titre IV

Coopération internationale pour le développement

Chapitre 15

Établissements humains

(Programme 12 du cadre stratégique pour la période 2010-2011)**

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	2
A. Organes directeurs	8
B. Direction exécutive et administration	9
C. Programme de travail	17
Sous-programme 1. Logement et développement durable des établissements humains	18
Sous-programme 2. Suivi du Programme pour l'habitat	27
Sous-programme 3. Coopération régionale et technique	33
Sous-programme 4. Financement des établissements humains	37
Annexe	
Produits de l'exercice 2008-2009 non reconduits en 2010-2011	54

* Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 6 (A/64/6/Add.1)*.

** *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 6 (A/63/6/Rev.1)*.



Vue d'ensemble

Tableau 15.1

Prévisions de dépenses

Projet du Secrétaire général	20 975 000
Montant révisé des crédits ouverts pour 2008-2009	20 801 600 dollars
^a Aux taux de 2008-2009.	

Tableau 15.2

Tableau d'effectifs proposé

	Nombre de postes	Classe
Budget ordinaire		
Postes proposés pour l'exercice biennal 2010-2011	75	1 SGA, 1 D-2, 4 D-1, 9 P-5, 16 P-4, 14 P-3, 5 P-2/1, 2 G(AC), 23 AL
Création	1	1 P-3 pour le sous-programme 1
Reclassement	1	1 de P-4 à P-5 pour le sous-programme 4
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009	74	1 SGA, 1 D-2, 4 D-1, 8 P-5, 17 P-4, 13 P-3, 5 P-2/1, 2 G(AC), 23 AL

Abréviations : SGA : Secrétaire général adjoint; G(AC) : agent des services généraux (Autres classes); AL : agent local.

- 15.1 Le plan-programme biennal s'appuie sur le plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013, que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a adopté à sa vingt et unième session, par sa résolution 21/2 du 20 avril 2007. Le plan vise à mieux cibler le programme de travail, à en promouvoir l'harmonisation et la cohérence et à renforcer le rôle de catalyseur d'ONU-Habitat aux fins de la réalisation coordonnée du Programme pour l'habitat et des objectifs de développement convenus à l'échelon international dans le domaine des établissements humains.
- 15.2 La gestion du programme relatif aux établissements humains incombe à ONU-Habitat, qui coordonne l'exécution des activités menées dans ce domaine au sein du système des Nations Unies. Le mandat actuel d'ONU-Habitat découle du double objectif énoncé dans le Programme pour l'habitat adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), à savoir : « un logement convenable pour tous » et « des établissements humains viables dans un monde de plus en plus urbanisé ». Le mandat d'ONU-Habitat découle également de la résolution 3327 (XXIX), par laquelle l'Assemblée générale a créé la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, de la résolution 32/162, par laquelle elle a créé le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), et de la résolution 56/206, par laquelle elle a érigé le Centre en Programme des Nations Unies pour les établissements humains. ONU-Habitat est dirigé par un conseil d'administration, qui fait rapport tous les deux ans à l'Assemblée par l'intermédiaire du Conseil économique et social, et par un comité de représentants permanents siégeant à Nairobi, lequel fait office d'organe officiel entre les sessions. D'importantes attributions récentes d'ONU-Habitat découlent de la Déclaration sur les villes et

autres établissements humains en ce nouveau millénaire, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution S-25/2, d'autres objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2), tel celui consistant à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2020, ainsi que des documents issus des grandes conférences des Nations Unies et des accords internationaux conclus depuis 1992, tel l'objectif du Plan de mise en œuvre de Johannesburg qui concerne l'eau et l'assainissement. L'Assemblée générale a par la suite réaffirmé le double objectif susmentionné dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1), qui a fait de la lutte contre la prolifération des taudis une priorité en matière d'établissements humains. D'autres tâches ont été confiées au Programme des Nations Unies pour les établissements humains par les organes délibérants compétents dans le cadre d'Action 21 (chap. 7, 21 et 28), ainsi qu'en vertu des résolutions pertinentes de son conseil d'administration.

- 15.3 À l'échelle mondiale, la population urbaine augmente chaque année d'environ 70 millions de personnes. Cet accroissement est le fait, pour 95 %, des pays en développement, où 1 milliard de personnes vivent dans des bidonvilles surpeuplés et dangereux. Dans certains pays en développement, l'expansion des villes résulte presque entièrement de l'apparition de bidonvilles, en particulier en Afrique subsaharienne et dans certaines régions d'Asie. Les bidonvilles sont l'expression la plus visible de la pauvreté urbaine et de l'incapacité des politiques sectorielles et des institutions à répondre aux besoins élémentaires de la population. Dans de nombreuses villes, les bidonvilles ne sont plus véritablement des quartiers marginalisés : ils sont au cœur de ces villes, dont ils constituent la forme dominante et caractéristique d'établissement humain. Les principaux problèmes sont l'anarchie de la croissance urbaine, l'inadéquation des logements, l'insuffisance de la sécurité d'occupation, la précarité de l'emploi et la défaillance des services de base, en particulier l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement. L'urbanisation rapide observée dans la plupart des pays en développement entraîne une détérioration des conditions de logement des citoyens pauvres, tandis que les conflits et les catastrophes naturelles compliquent encore la lourde tâche de ceux qui s'efforcent de créer des établissements humains conformes aux principes du développement durable.
- 15.4 Pour résoudre le problème de la pauvreté urbaine, il est fondamental de remplacer les politiques qui encouragent l'exclusion sociale et physique par des politiques qui affirment et respectent le droit de tous, en particulier des femmes, des jeunes, des pauvres et des membres de groupes vulnérables et désavantagés, y compris les handicapés, à un niveau de vie suffisant pour eux-mêmes et leur famille, notamment sur les plans de l'alimentation, de l'habillement, du logement, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et à une amélioration constante de leurs conditions de vie. En concertation et en coopération avec les gouvernements, ONU-Habitat met au point et perfectionne des mécanismes qui permettent de suivre les effets des politiques et programmes relatifs aux établissements humains sur la vie quotidienne et les moyens d'existence des femmes, des hommes, des jeunes et des enfants dans les villes, en particulier dans les quartiers pauvres et les bidonvilles.
- 15.5 L'objectif du plan stratégique et institutionnel à moyen terme, sur lequel se fonde le présent plan-programme biennal, est de créer les conditions nécessaires au déploiement d'efforts concertés aux niveaux international et national pour stabiliser l'expansion des bidonvilles et ouvrir ainsi la voie à une réduction du nombre de leurs habitants. Le plan distingue cinq domaines d'intervention prioritaires : sensibilisation, suivi et partenariats; promotion des formes participatives de planification, gestion et gouvernance urbaines; promotion d'une gestion des terres et des logements favorable aux pauvres; mise en place d'infrastructures et de services de base écologiquement rationnels et abordables; et renforcement des mécanismes de financement des établissements humains. L'excellence dans la gestion a été définie comme un sixième domaine d'intervention facilitant la réalisation des objectifs fixés dans les cinq autres domaines, qui constituent le

fondement d'un cadre normatif et opérationnel renforcé associant une stratégie consolidée de partenariats et de création de réseaux à un programme d'activités intégré à exécuter aux niveaux mondial, régional, national et local. La mise en œuvre du plan stratégique et institutionnel à moyen terme s'inscrira dans le cadre des réformes menées actuellement par l'ONU aux échelons mondial et national, notamment pour ce qui est de promouvoir le renforcement de l'harmonisation et de la cohérence des mesures d'aide internationale au développement. ONU-Habitat contribuera à une meilleure coordination des activités en accentuant sa présence dans les équipes de pays des Nations Unies.

- 15.6 ONU-Habitat a programmé ses activités pour la période 2010-2011 en fonction du calendrier de mise en œuvre du plan stratégique et institutionnel à moyen terme, qui se découpe en phases de démarrage (2008), de mise en application (2009-2010) et d'application intégrale (2011-2013). En 2010, il achèvera la mise en application, commencée en 2009, du plan stratégique et institutionnel à moyen terme lancé en 2008, dont l'application intégrale débutera en 2011.
- 15.7 Le programme de travail d'ONU-Habitat comprend quatre sous-programmes éminemment interdépendants : logement et développement durable des établissements humains; suivi du Programme pour l'habitat; coopération régionale et technique; et financement des établissements humains. La coopération étroite entre les exécutants des sous-programmes témoigne de cette interdépendance, la Campagne mondiale pour une urbanisation durable fournissant un point d'ancrage pour toutes les activités menées au titre du programme de travail. L'adoption d'une stratégie intégrée et synergique visant à mieux répondre aux besoins des États Membres, notamment grâce au cadre normatif et opérationnel renforcé, permettra de resserrer les liens de collaboration entre les services d'ONU-Habitat. En outre, le renforcement du Comité d'examen du programme permettra de faire en sorte que des renseignements soient échangés entre les différents sous-programmes, divisions et services d'ONU-Habitat, de même qu'il favorisera l'harmonisation et la cohérence des programmes.
- 15.8 Bien qu'à chacun d'entre eux corresponde un domaine d'intervention particulier, tous les sous-programmes sont censés contribuer à la réalisation des objectifs fixés dans les cinq domaines prioritaires. Conformément à la résolution 19/2 adoptée par le Conseil d'administration en mai 2003, ONU-Habitat articule la stratégie d'exécution de son mandat autour des quatre éléments fondamentaux ci-après, qui coïncident avec ses quatre sous-programmes :
 - a) Promotion de l'adoption de normes visant à améliorer les conditions de vie des pauvres, en particulier ceux qui vivent dans des taudis, et à renforcer les capacités des gouvernements et des autorités locales, grâce avant tout à la Campagne mondiale pour une urbanisation durable (sous-programme 1 : Logement et développement durable des établissements humains);
 - b) Production d'informations et gestion des connaissances permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme pour l'habitat et de suivre l'évolution de la situation concernant les établissements humains, l'accent étant mis en particulier sur l'apparition de nouveaux bidonvilles et les conditions de vie de leurs habitants (sous-programme 2 : Suivi du Programme pour l'habitat);
 - c) Activités opérationnelles axées sur la fourniture d'une assistance technique et le renforcement des capacités en vue de tester des méthodes et des concepts susceptibles d'être transposés à plus grande échelle et de faire des commentaires en retour aux décideurs à tous les niveaux (sous-programme 3 : Coopération régionale et technique);
 - d) Contribution au financement de logements et d'équipements et services urbains pour les pauvres concourant au développement durable d'établissements humains et à l'amélioration des conditions de vie des habitants des bidonvilles (sous-programme 4 : Financement des établissements humains).

- 15.9 ONU-Habitat continuera de prendre systématiquement en compte les questions transversales que sont la problématique du genre, les partenariats et les jeunes, ainsi que de promouvoir l'autonomisation des femmes dans toutes les activités relatives aux établissements humains. Les efforts déployés par le programme pour faciliter l'accès des femmes au logement ont été entérinés par l'Assemblée générale dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1, par. 58), qui garantit aux femmes le droit de posséder des biens ou d'en hériter et leur assure la sécurité d'occupation des terres et du logement.
- 15.10 ONU-Habitat centre son action sur les pays en développement, les pays en transition et ceux où, après un conflit ou une catastrophe, il est indispensable de mener de véritables activités de reconstruction et de relèvement. En tant que responsable de la mise en œuvre du programme relatif aux établissements humains au sein du système des Nations Unies, il coopérera et collaborera avec d'autres organismes du système. Les organes concernés du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales au niveau des modules thématiques se sont consultés, ce qui devrait conduire les responsables des programmes à mieux se concerter et à collaborer davantage quant aux principaux thèmes économiques et sociaux traités par le Secrétariat de l'Organisation, sur lesquels ils mènent une action commune. En dehors du système des Nations Unies, ONU-Habitat coopérera aussi avec les gouvernements, les autorités locales, les institutions financières internationales, les banques régionales de développement, le secteur privé et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat. Le Forum urbain mondial, qui a lieu tous les deux ans et est consacré à des problèmes urgents liés aux établissements humains, est un mécanisme important de mobilisation de la communauté internationale en faveur des questions liées aux établissements humains, et de coopération avec les gouvernements et les partenaires du Programme pour l'habitat. La cinquième session du Forum se tiendra en 2010.
- 15.11 La question des publications a été examinée dans le cadre du programme de travail. La répartition prévue entre publications en série et publications isolées est indiquée sommairement au tableau 15.3 et de manière détaillée dans le descriptif des produits de la composante direction exécutive et administration et de chaque sous-programme. La réduction du nombre de publications procède de la volonté, affirmée dans le plan stratégique et institutionnel à moyen terme, de mieux cibler le programme de travail d'ONU-Habitat et de promouvoir l'harmonisation et la cohérence des activités.

Tableau 15.3

Répartition des publications

<i>Publications</i>	<i>2006-2007 (nombre effectif)</i>	<i>2008-2009 (nombre estimatif)</i>	<i>2010-2011 (nombre estimatif)</i>
Publications en série	38	39	67
Publications isolées	214	210	153
Total	252	249	220

- 15.12 Le montant total des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre du présent chapitre s'élève à 20 975 000 dollars avant réévaluation des coûts, soit une augmentation de 173 400 dollars ou 0,8 %. Les changements proposés, récapitulés dans le tableau 15.5 ci-après, se présentent comme suit :
- a) Une augmentation nette de 16 200 dollars pour la composante direction exécutive et administration, qui ne concerne pas les postes mais l'incidence des frais d'entretien du

matériel informatique prévu par l'accord de prestation de services, déduction faite de la réduction des achats de mobilier et de matériel;

- b) Une augmentation nette de 151 400 dollars pour la composante programme de travail, soit :
 - i) Un accroissement de 149 900 dollars des dépenses (postes et autres) afférentes au sous-programme 1, dont l'objet est de financer la création d'un poste P-3 pour un spécialiste de la formation et du renforcement des capacités dont la mission sera d'appuyer la promotion des réseaux et partenariats en incluant les principes d'action pour une urbanisation durable dans les programmes d'études et les modules d'apprentissage;
 - ii) Une réduction nette de 26 300 dollars au titre du sous-programme 2, relative aux objets de dépense autres que les postes, en l'espèce les achats de mobilier et de matériel (diminution) et les frais de voyage (augmentation);
 - iii) Une réduction nette de 7 500 dollars au titre du sous-programme 3, résultant de la variation d'objets de dépense autres que les postes, soit, d'une part, les achats de mobilier et de matériel (diminution) et, d'autre part, les frais d'entretien du matériel informatique et les frais de voyage (augmentation);
 - iv) Une augmentation nette de 35 300 dollars du coût des postes prévu au titre du sous-programme 4, représentant le coût, en partie compensé par la réduction des besoins en mobilier et matériel, du reclassement de P-4 à P-5 du poste de chef de la Section 2 (Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes) de l'unité Eau et assainissement, proposé pour améliorer l'exécution des programmes visant à assurer l'approvisionnement en eau potable et la prestation de services d'assainissement et de traitement des déchets dans les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Amérique latine et des Caraïbes;
- c) Un accroissement de 5 800 dollars au titre objets de dépense autres que les postes afférents à l'appui au programme.

15.13 Le montant des ressources extrabudgétaires (334 502 100 dollars) représente 94 % du montant total des ressources prévues pour financer le présent programme pendant l'exercice biennal 2010-2011. Les fonds extrabudgétaires servent à financer des activités de coopération technique qui sont l'une des chevilles ouvrières du programme. L'augmentation de 33 594 600 dollars par rapport à l'estimation pour 2008-2009 s'explique par l'intensification prévue des activités qui seront menées à l'échelon des pays pour appuyer les opérations de secours après une catastrophe ou une crise et les efforts de reconstruction et de relèvement et par le renforcement des capacités d'appui au programme rendu nécessaire par la mise en place des Normes comptables internationales du secteur public et du progiciel de gestion intégré. Les dispositions régissant actuellement l'approbation et la gestion des fonds extrabudgétaires par les organes intergouvernementaux confient au Conseil d'administration d'ONU-Habitat le soin d'approuver les budgets biennaux prévoyant l'affectation de ces ressources.

15.14 Les fonctions de suivi et d'évaluation d'ONU-Habitat relèvent du Groupe du suivi et de l'évaluation qui en assure la coordination. Le Groupe, qui relève de la composante direction exécutive et administration, est chargé d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation et de coordonner les activités menées dans ces deux domaines pour aider ONU-Habitat à atteindre les objectifs prévus, produire les résultats escomptés et mieux respecter le principe de redevabilité. On estime que pour financer les 53 mois de travail d'administrateur et les 32 mois de travail d'agent des services généraux qu'exigeront les activités de suivi et d'évaluation pendant l'exercice, il en coûtera 3 549 400 dollars, somme qu'il est prévu d'imputer au budget ordinaire à hauteur de 307 900 dollars et aux fonds extrabudgétaires à hauteur de 3 241 500 dollars.

15.15 La répartition des ressources prévues au chapitre 15 est indiquée dans le tableau 15.4.

Tableau 15.4

Répartition des ressources par composante, en pourcentage

<i>Composante</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>
A. Organes directeurs	0,3	–
B. Direction exécutive et administration	21,1	6,4
C. Programme de travail	–	
1. Logement et développement durable des établissements humains	29,5	8,1
2. Suivi du Programme pour les établissements humains	27,1	8,2
3. Coopération régionale et technique	8,3	56,4
4. Financement des établissements humains	12,1	15,2
Total partiel (composante C)	77,0	87,9
D. Appui au programme	1,6	5,7
Total	100,0	100,0

Tableau 15.5

Ressources nécessaires, par composante et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

<i>Composante</i>	<i>2006-2007 (dépenses effectives)</i>	<i>2008-2009 (crédits ouverts)</i>	<i>Augmentation</i>		<i>Total avant actua- lisation des coûts</i>	<i>Actua- lisation des coûts</i>	<i>2010-2011 (montant estimatif)</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Organes directeurs	36,6	55,8	–	–	55,8	3,8	59,6
Direction exécutive et administration	3 490,5	4 407,0	16,2	0,4	4 423,2	115,7	4 538,9
Programme de travail	16 037,8	16 000,2	151,4	0,9	16 151,6	217,3	16 368,9
Appui au programme	–	338,6	5,8	1,7	344,4	1,0	345,4
Total (1)	19 564,9	20 801,6	173,4	0,8	20 975,0	337,8	21 312,8

2) Fonds extrabudgétaires

	<i>2006-2007 (dépenses effectives)</i>	<i>2008-2009 (montant estimatif)</i>	<i>Source de financement</i>	<i>2010-2011 (montant estimatif)</i>
a) Services d'appui à :				
i) Des organismes des Nations Unies	1 627,9	2 421,0		3 280,5
ii) Des activités extrabudgétaires	7 579,3	12 666,9		18 908,8
b) Activités de fond				
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	15 573,5	29 731,6		35 395,3
Programme des Nations Unies pour les établissements humains	7 174,0	9 870,6		11 800,1
c) Projets opérationnels				
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	73 345,2	116 217,4		110 117,4

	2006-2007 (dépenses effectives)	2008-2009 (montant estimatif)	Source de financement	2010-2011 (montant estimatif)
	145 168,0	130 000,0	PNUD et autres sources	155 000,0
Total (2)	250 467,9	300 907,5		334 502,1
Total [(1) + (2)]	270 032,8	321 709,1		355 814,9

Tableau 15.6

Postes nécessaires

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires				Total	
			Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	2008- 2009	2010- 2011	2008- 2009	2010- 2011	2008- 2009	2010- 2011	2008- 2009	2010- 2011
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
SSG	—	—	—	—	1	1	1	1
D-2	1	1	—	—	3	4	4	5
D-1	4	4	—	—	11	12	15	16
P-5	8	9	—	—	27	33	35	42
P-4/3	30	30	—	—	59	68	89	98
P-2/1	5	5	—	—	20	21	25	26
Total partiel	49	50	—	—	121	139	170	189
Agents des services généraux								
1 ^{re} classe	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	2	2	—	—	4	5	6	7
Total partiel	2	2	—	—	4	5	6	7
Autres catégories								
Agents locaux	23	23	—	—	80	83	103	106
Total partiel	23	23	—	—	80	83	103	106
Total	74	75	—	—	205	227	279	302

A. Organes directeurs**Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 55 800 dollars**

- 15.16 Dans sa résolution 56/206, l'Assemblée générale a fait de la Commission des établissements humains le Conseil d'administration d'ONU-Habitat, un organe subsidiaire de l'Assemblée, avec effet au 1^{er} janvier 2002. Le Conseil d'administration, qui rend compte à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique, définit les orientations de politique générale d'ONU-Habitat, dont il assume la direction et la supervision. Quant au Comité des représentants permanents auprès d'ONU-Habitat, il a été transformé en organe subsidiaire intersessions du Conseil d'administration. Les objectifs, fonctions et responsabilités du Conseil d'administration sont énoncés dans la résolution 32/162 de l'Assemblée ainsi qu'au paragraphe 222 du Programme pour l'habitat, qui a été adopté lors de la Conférence Habitat II.

- 15.17 Le Conseil d'administration est composé de 58 membres dont la durée du mandat est de quatre ans. Il tient des sessions ordinaires tous les deux ans au siège d'ONU-Habitat à Nairobi. Au cours de ces sessions, le Conseil examine le programme de travail biennal d'ONU-Habitat, le budget de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et les activités opérationnelles menées à bien par ONU-Habitat. Les sessions réunissent des représentants des États Membres et les partenaires associés au Programme pour l'habitat, notamment les autorités locales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, l'Assemblée mondiale des parlementaires pour l'habitat, les associations de femmes, le réseau des jeunes pour l'habitat, les syndicats, des professionnels et des chercheurs et des représentants de fondations et d'académies scientifiques. En règle générale, le Comité des représentants permanents se réunit huit fois au cours de la période biennale, alors que les deux groupes de travail tiennent environ 72 réunions. Le Conseil d'administration, le Comité des représentants permanents et les deux groupes de travail du Comité sont desservis par le secrétariat du Conseil d'administration, lequel est rattaché au Bureau des relations extérieures.

Tableau 15.7

Ressources nécessaires : organes directeurs

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Objets de dépense autres que les postes	55,8	55,8	–	–
Total partiel	55,8	55,8	–	–
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–
Total	55,8	55,8	–	–

- 15.18 Un montant de 55 800 dollars sera nécessaire pour financer les heures supplémentaires effectuées par le personnel des services organiques lors des réunions du Conseil d'administration d'ONU-Habitat (45 300 dollars) et les dépenses de représentation engagées pendant les sessions biennales du Conseil (10 500 dollars).

B. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 423 200 dollars

- 15.19 La composante direction exécutive et administration est placée sous la responsabilité du Directeur exécutif. Elle comprend le Directeur exécutif adjoint, la Section des services d'information, le Groupe du suivi et de l'évaluation, le Groupe de la mobilisation des ressources et les bureaux de liaison d'ONU-Habitat à New York, Genève et Bruxelles. Le Directeur exécutif assure la direction générale et veille à l'exécution du programme de travail et du mandat de l'organisation et à la réalisation de ses objectifs; il coordonne la mise en œuvre, à l'échelle du système, du Programme pour l'habitat, la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire et l'exécution des autres mandats pertinents et, dans cette perspective, gère les rapports avec les États Membres, les bureaux, les programmes, les fonds et les organismes des Nations Unies, et les autres partenaires de l'ONU.

- 15.20 Pendant l'exercice budgétaire, le Directeur exécutif coordonnera, dirigera, suivra et évaluera toutes les activités décrites dans le programme de travail biennal. La composante direction exécutive et administration devra donner l'exemple et contribuer au domaine d'action prioritaire qu'est l'« Excellence dans la gestion », par une série de changements stratégiques et institutionnels visant à l'harmonisation et la cohérence des programmes, l'amélioration des systèmes de gestion des connaissances et de la gestion axée sur les résultats, par l'obligation faite aux responsables de rendre compte des résultats et par son appui aux organes directeurs chargés d'examiner l'exécution des programmes, dont le Comité des représentants permanents.
- 15.21 Conformément au Plan stratégique et institutionnel à moyen terme, le programme ONU-Habitat mettra particulièrement l'accent, grâce des activités de sensibilisation, sur une plus grande prise de conscience du public et une meilleure connaissance des problèmes et des évolutions en matière d'urbanisation et de pauvreté en milieu urbain. La campagne mondiale en faveur d'une urbanisation selon les principes du développement durable, la Cinquième session du Forum urbain mondial et la vingt-troisième session du Conseil d'administration font partie intégrante du rôle de sensibilisation que joue ONU-Habitat en vue d'institutionnaliser le Programme pour l'habitat et de mieux faire déterminer l'action à mener en ce qui concerne l'urbanisation et la pauvreté en milieu urbain.
- 15.22 Le Groupe de la mobilisation des ressources adoptera une approche stratégique cohérente en matière de mobilisation des fonds, conformément aux priorités définies dans le Plan stratégique et institutionnel à moyen terme. Il apportera son appui à la mise en place d'accords de financement pluriannuels. Il renforcera aussi le rôle de catalyseur d'ONU-Habitat et sa capacité à répondre à des situations environnementales et humanitaires d'urgence, en mobilisant les États Membres et les partenaires de l'organisation sur les besoins de financement, et en élargissant les partenariats et les alliances entre ONU-Habitat et les institutions internationales et régionales en vue de développer les ressources et les investissements nécessaires à l'amélioration des établissements humains.
- 15.23 Le Groupe du suivi et de l'évaluation est chargé de contrôler la mise en œuvre du programme de travail et de mesurer sa pertinence, son efficacité et ses résultats. Il renforcera les systèmes de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports, coordonnera et appuiera la mise au point de plans d'évaluation, et veillera à la fourniture de grandes évaluations stratégiques. Le Système intégré de suivi sera un instrument d'auto-évaluation. Tout au long de l'exercice, de plus gros efforts seront faits pour mieux déterminer les résultats par rapport aux réalisations escomptées. Le Groupe fournira aussi des directives et un appui en ce qui concerne l'ensemble des autres évaluations internes et externes, et il fera en sorte que les résultats contribuent à l'amélioration de l'exécution des programmes, à la responsabilisation, à l'apprentissage institutionnel et à la planification des nouveaux programmes. En outre, il surveillera la mise en œuvre du Plan stratégique et institutionnel à moyen terme, il communiquera ses observations et soumettra régulièrement des rapports d'activité au Comité des représentants permanents, comme le prévoit la résolution 21/2 du Conseil d'administration, de même qu'il contribuera à l'évaluation à mi-parcours de l'exécution du Plan stratégique et institutionnel à moyen terme en 2011.
- 15.24 Pendant l'exercice biennal, la Section des services d'information entretiendra une collaboration soutenue avec la presse et les médias, en planifiant et en organisant à l'échelon mondial, régional et national de grandes manifestations médiatisées, notamment la Journée mondiale de l'habitat et le Forum urbain mondial. Dans le prolongement de la nouvelle stratégie d'image d'ONU-Habitat, les publications et les nouveaux produits de l'organisation feront l'objet d'une commercialisation ciblée pour consolider les partenariats. Les systèmes de gestion des connaissances, en particulier les outils sur le réseau Intranet, continueront d'être renforcés. Afin de développer, au niveau mondial, la prise de conscience des questions relatives aux établissements humains, la Section lancera et soutiendra toutes les activités de sensibilisation, dont celles qui ont trait à la campagne

mondiale en faveur d'une urbanisation durable, à la mobilisation des ressources et à la consolidation des partenariats.

- 15.25 Les bureaux de liaison d'ONU-Habitat à New York, Genève et Bruxelles continuent d'avoir pour fonctions de coordonner, d'harmoniser et de représenter le programme. Ils participent aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et d'autres organismes intergouvernementaux ainsi qu'à des réunions interdépartementales et interinstitutions, et fournissent un appui fonctionnel aux réunions et des conseils de politique générale en matière d'établissements humains tout en menant à bien des activités de sensibilisation.

Tableau 15.8

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'organisation : Assurer la bonne exécution des mandats d'ONU-Habitat et faire en sorte que les politiques et procédures en vigueur à l'ONU et les principes de la gestion axée sur les résultats soient respectés en ce qui concerne la gestion du programme de travail, du Plan stratégique et institutionnel à moyen terme, des ressources en personnel et des ressources financières

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la cohérence des politiques de gestion des activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains	<p>a) i) Augmentation du nombre de documents directifs et de rapports d'organismes des Nations Unies tenant compte de façon constante des questions relatives aux établissements humains, notamment les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>2006-2007 : 22 documents directifs et rapports tenant compte de façon constante des questions relatives aux établissements humains</p> <p>2008-2009 (estimation) : 35 documents et rapports tenant compte de façon constante des questions relatives aux établissements humains</p> <p>2010-2011 (objectif) : 50 documents et rapports tenant compte de façon constante des questions relatives aux établissements humains</p>
b) Gestion efficace du programme de travail	<p>b) i) Accroissement de la part du programme de travail prévu qui est mise en œuvre avec efficacité dans les délais prescrits, d'après le rapport biennal sur l'exécution du programme et les rapports intérimaires soumis au Comité des représentants permanents</p>

Mesure des résultats

2006-2007 : 92 %

2008-2009 (estimation) : 94 %

2010-2011 (objectif) : 100 %

ii) Accroissement de la part des programmes et projets approuvés par le comité d'examen des programmes, conformément à son mandat et en harmonie avec le Plan stratégique et institutionnel à moyen terme et les résultats escomptés du programme de travail

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 65 %

2010-2011 (objectif) : 100 %

c) Financement plus prévisible et réduction de l'écart entre les contributions volontaires non affectées à des fins spécifiques et celles qui le sont

c) i) Diminution de la part des 10 principaux donateurs dans les contributions volontaires versées

Mesure des résultats

2006-2007 : les 10 principaux donateurs fournissent plus de 90 % des contributions volontaires

2008-2009 (estimation) : les 10 principaux donateurs fournissent 80 % des contributions volontaires

2010-2011 (objectif) : élargissement de la base de donateurs, de sorte que les 10 principaux fournissent moins de 70% des contributions volontaires

c) ii) Accroissement de la part des contributions d'affectation générale

Mesure des résultats

2006-2007 : 11 %

2008-2009 (estimation) : 16 %

2010-2011 (objectif) : 17 %

d) Intégration des principes de la gestion axée sur les résultats aux systèmes d'établissement des rapports, d'évaluation et de suivi

d) i) Pourcentage des recommandations issues d'évaluations mises en œuvre dans les délais impartis, en vue d'améliorer l'exécution des programmes

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : mise en place d'un système de suivi des recommandations issues d'évaluations

- 2010-2011 (objectif) : 70 % des recommandations issues d'évaluations sont mises en œuvre dans les délais
- ii) Pourcentage des résultats escomptés qui sont systématiquement contrôlés et communiqués, quant à l'utilisation de la méthodologie appropriée
- Mesure des résultats*
2008-2009 (estimation) : sans objet
2010-2011 (objectif) : 80 %
- e) Sensibilisation accrue du public et meilleure connaissance des questions relatives à l'urbanisation durable grâce à la campagne mondiale sur ce thème
- e) i) Couverture plus large, dans les médias internationaux et nationaux, des questions relatives aux établissements humains, grâce à la campagne mondiale
- Mesure des résultats*
2008-2009 (estimation) : sans objet
2010-2011 (objectif) : 30 000 exemples de couverture médiatique du contenu de la campagne mondiale
- ii) Accroissement de la demande des publications d'ONU-Habitat
- Mesure des résultats*
2008-2009 (estimation) : sans objet
2010-2011 (objectif) : 1 million de demandes
- f) Amélioration de la répartition géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes au sein du personnel qualifié et expérimenté
- f) i) Accroissement du pourcentage de fonctionnaires qualifiés et expérimentés originaires d'États Membres non représentés ou sous-représentés
- Mesure des résultats*
2006-2007 : 33 %
2008-2009 (estimation) : 35 %
2010-2011 (objectif) : 38 %
- ii) Accroissement du pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur engagés pour une durée d'au moins un an
- Mesure des résultats*
2006-2007 : 38 %
2008-2009 (estimation) : 42 %
2010-2011 (objectif) : 46 %
- g) Meilleure tenue des délais pour la soumission de la documentation et des rapports sur l'exécution des programmes aux organes directeurs
- g) Augmentation du pourcentage de documents d'avant-session soumis dans les délais impartis

Mesure des résultats

2006-2007 : 70 %

2008-2009 (estimation) : 80 %

2010-2011 (objectif) : 90 %

Facteurs externes

- 15.26 La composante Direction exécutive et administration devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) elle dispose de ressources suffisantes pour exécuter le programme de travail et le plan stratégique et institutionnel à moyen terme; et b) les activités de base d'ONU-Habitat bénéficient d'un soutien plus efficace au niveau des donateurs et la de collecte de fonds se traduit par une augmentation des ressources sans affectation spécifique, permettant ainsi à ONU-Habitat de hiérarchiser et de mettre en œuvre une planification stratégique.

Produits

- 15.27 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions : Commission du développement durable (transport et gestion des déchets) (1); vingt-troisième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat (1); cinquième session du Forum urbain mondial (1); contribution aux travaux du Conseil économique et social, de l'Assemblée générale et d'organismes des Nations Unies concernant les établissements humains et notamment la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat (1);
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports au Conseil économique et social sur la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat (2); documents à l'intention de la Commission du développement durable (transport et gestion des déchets) (1); rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de ses soixante-cinquième et soixante-sixième sessions, au titre du point de l'ordre du jour relatif aux établissements humains (2); document de stratégie à l'intention de la cinquième session du Forum urbain mondial (6); document de stratégie actualisé établi pour information à l'intention du Conseil d'administration à sa vingt-troisième session (1); documentation à l'intention de la cinquième session du Forum urbain mondial (1); documentation destinée à la vingt-troisième session du Conseil d'administration (6); rapport d'activité du Directeur exécutif au Conseil d'administration à sa vingt-troisième session (1); rapport d'activité du Directeur exécutif sur la mise en œuvre du Plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013 (1); rapports du Directeur exécutif sur la coopération au sein du système des Nations Unies et avec les partenaires associés au Programme pour l'habitat (2);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : rapport annuel d'ONU-Habitat (2); *Urban World* (8);
 - ii) Publications isolées : rapport sur l'exécution du programme de l'exercice 2010-2011 (1); rapports d'activité semestriels sur l'exécution du programme de travail, à l'intention du Comité des représentants permanents (4); évaluations stratégiques destinées à améliorer l'exécution et la responsabilisation et à intégrer les enseignements retenus aux nouveaux programmes (5); déclarations de politique générale sur les établissements humains prononcées lors de réunions et conférences internationales (60);

enquête auprès du personnel destinée à évaluer l'efficacité organisationnelle et le partage du savoir (1); intégration des questions concernant les établissements humains aux rapports mondiaux, notamment les rapports soumis à la Commission sur le développement durable; rapports soumis à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social (5); fourniture d'articles destinés à l'*Annuaire des Nations Unies*, à *Cities Alliance* (Alliance des villes), à la *Chronique des Nations Unies* et à d'autres publications (8);

- iii) Expositions, visites guidées, conférences : expositions et documentation pour le Forum urbain mondial, la Journée mondiale de l'habitat, le Conseil d'administration et autres occasions, visites guidées et conférences, participation à des foires aux livres internationales et régionales, organisation chef de file pour le Pavillon des Nations Unies à l'Exposition internationale de Shanghai, en 2010 (10);
- iv) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : brochures, fascicules, fiches d'information, pochettes de documentation destinés à la Journée mondiale de l'habitat et à la cinquième session du Forum urbain mondial (50);
- v) Communiqués de presse, conférences de presse : distribution de documents de sensibilisation d'ONU-Habitat et de ses partenaires dans le cadre de la campagne mondiale associés à la campagne, communiqués de presse et informations en ligne, interviews accordées aux médias, articles fournis aux journaux, allocutions, production d'émissions radiophoniques et de vidéos sur les questions concernant les établissements humains, pour diffusion mondiale, projets et manifestations tels que le Forum urbain mondial et la Journée mondiale de l'habitat (25);
- vi) Supports techniques : rapport d'évaluation sur la promotion des publications et de la documentation d'ONU-Habitat, et sur la demande dont elles font l'objet (1); diffusion d'un programme de renforcement des capacités en matière de gestion axée sur les résultats, de suivi et d'évaluation (formation, tutorat et apprentissage en cours d'emploi) (1); systèmes de gestion des connaissances améliorés et centrés sur les enseignements à retenir en matière d'activités normatives et opérationnelles, notamment intranet, extranet et systèmes de suivi, d'évaluation et de gestion des connaissances (5); mise au point de systèmes internes d'évaluation des résultats par rapport aux objectifs des sous-programmes (1); publication d'un catalogue des projets dans la filière, actualisé annuellement et servant d'instrument de mobilisation des ressources (2); rapport annuel sur les résultats des activités de suivi et d'évaluation d'ONU-Habitat (2); outils d'appui aux activités de mesure des résultats, de suivi et d'évaluation (2); plan d'action pour la gestion des ressources humaines d'ONU-Habitat, assorti d'un dispositif de mesure des résultats, y compris de mener la représentation géographique et de l'équilibre hommes-femmes (1); mise à jour des directives opérationnelles pour la mobilisation des ressources, en vue d'une meilleure cohérence et d'un meilleur ciblage stratégique, en coopération avec les partenaires de développement (8); base de données extraites des évaluations (rassemble sous forme électronique les travaux opérationnels et normatifs d'ONU-Habitat) (1);
- vii) Ressources audiovisuelles : catalogue sur support électronique et imprimé de toutes les publications d'ONU-Habitat, production de matériels audio et vidéo, dont des films, des cassettes vidéo, des programmes radiophoniques, des bandes sources B ayant trait à l'actualité, des messages d'intérêt général, des documentaires et des courts métrages sur les questions, projets et événements relatifs aux établissements humains, tels que le Forum urbain mondial et la Journée mondiale de l'habitat (30).

Tableau 15.9

Ressources nécessaires : Direction exécutive et administration

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Postes	3 844,2	3 844,2	14	14
Autres objets de dépense	562,8	579,0	–	–
Total partiel	4 407,0	4 423,2	14	14
Fonds extrabudgétaires	16 476,2	21 434,0	26	31
Total	20 883,2	25 857,2	40	45

- 15.28 Le montant de 3 844 200 dollars demandé au titre des postes permettrait de maintenir 14 postes (8 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 6 d'agent des services généraux et d'agent local), comme indiqué au tableau 15.9.
- 15.29 Le montant de 579 000 dollars au titre des objets de dépense, en augmentation de 16 200 dollars, permettrait essentiellement de financer les autres dépenses de personnel, les voyages du personnel, les frais généraux de fonctionnement et les autres dépenses de fonctionnement. L'augmentation s'explique principalement par le coût de la maintenance du matériel informatique tel que prévu dans les accords de prestation de services; elle est en partie compensée par la diminution des besoins en mobilier et matériel.
- 15.30 Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, le programme devrait disposer de fonds extrabudgétaires d'un montant de 21 434 000 dollars, qui permettrait de financer 31 postes (20 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur, et 11 d'agent des services généraux et d'agent local), comme indiqué au tableau 15.9, et d'autres objets de dépense (voyages du personnel, frais généraux de fonctionnement et autres dépenses de fonctionnement). Ce montant est en augmentation de 4 957 800 dollars par rapport aux estimations de 2008-2009 du fait essentiellement de la création d'un bureau des relations extérieures, du regroupement des activités d'ONU-Habitat dans le domaine des affaires humanitaires au sein du bureau de Genève, de l'accroissement des capacités en matière d'information et de communication et d'un renforcement général des services de gestion et d'administration du Bureau exécutif, et de l'augmentation prévue des remboursements, payables sur les fonds extrabudgétaires, qu'ONU-Habitat versera à l'Office des Nations Unies à Nairobi au titre des services administratifs fournis.

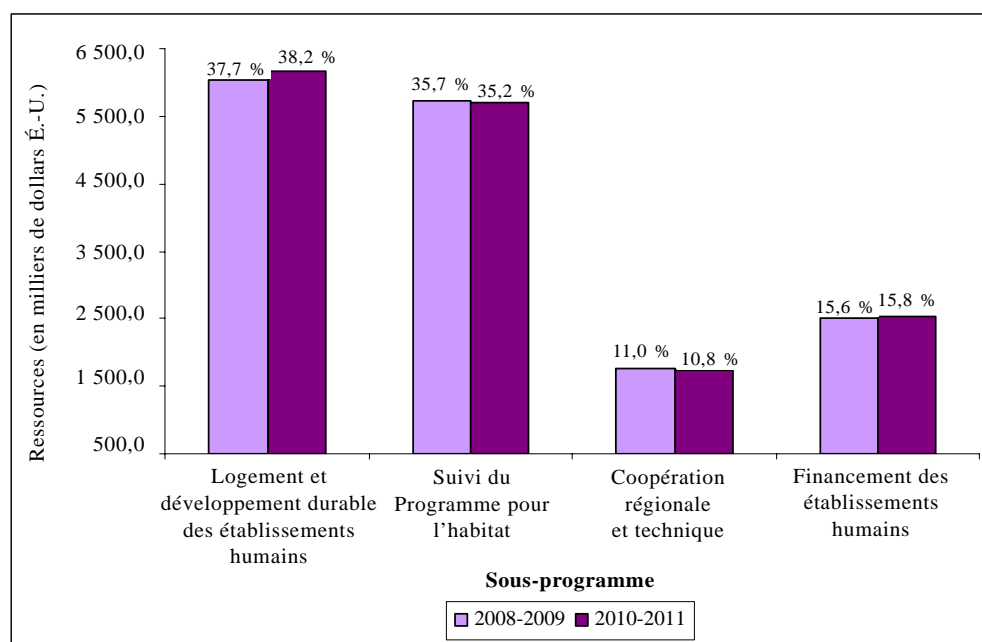
C. Programme de travail

Tableau 15.10

Ressources nécessaires, par sous-programme

Sous-programme	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
1. Logement et développement durable des établissements humains	6 024,7	6 174,6	22	23
2. Suivi du Programme pour l'habitat	5 718,0	5 691,7	23	23
3. Coopération régionale et technique	1 755,9	1 748,4	5	5
4. Financement des établissements humains	2 501,6	2 536,9	9	9
Total partiel	16 000,2	16 151,6	59	60
Fonds extrabudgétaires	271 764,4	294 159,3	130	137
Total	287 764,6	310 310,9	189	197

Ressources nécessaires, par sous-programme (budget ordinaire)



Sous-programme 1

Logement et développement durable des établissements humains

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 174 600 dollars

- 15.31 La responsabilité de ce sous-programme incombe à la Division du logement et du développement durable des établissements humains. Conformément au plan stratégique et institutionnel à moyen terme, ce sous-programme portera spécifiquement sur les domaines d'intervention tels que la promotion de la planification, de la gestion et de la gouvernance urbaines sur le mode participatif et en favorisant l'accès des pauvres à la terre et au logement, mais il aura aussi des répercussions sur les trois autres domaines, étant donné qu'ils sont interdépendants.
- 15.32 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie définie au sous-programme 1 du programme 12 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 15.11

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Améliorer les conditions de logement des pauvres et assurer le développement durable des établissements humains dans un monde en pleine urbanisation, en encourageant la planification, la gestion et la gouvernance urbaines sur le mode participatif et en favorisant l'accès des pauvres à la terre et au logement

Réalisations escomptées

a) Amélioration de l'accès des groupes vulnérables, en particulier les pauvres, au logement, à la propriété et à la terre, en vue de la réalisation du onzième objectif de la Déclaration du Millénaire, relatif aux taudis

Indicateurs de succès

a) i) Augmentation du nombre de gouvernements et de collectivités locales qui adoptent, modifient et appliquent des politiques et des stratégies de gestion des terres, d'assainissement des quartiers insalubres et de lutte contre l'apparition de nouveaux bidonvilles favorables aux pauvres et adaptées à l'âge et au sexe des bénéficiaires, conformément à l'objectif correspondant de la Déclaration du Millénaire

Mesure des résultats

2006-2007 : 19 gouvernements et collectivités locales

2008-2009 (estimation) : 22 gouvernements et collectivités locales

2010-2011 (objectif) : 25 gouvernements et collectivités locales

ii) Augmentation du nombre de gouvernements, de partenariats et d'alliances qui proposent, adoptent et mettent en œuvre de véritables stratégies en matière de logement, et qui se dotent de meilleurs cadres réglementaires et des moyens voulus aux fins

de la réalisation progressive des droits au logement, à la terre et à la propriété

Mesure des résultats

2006-2007 : 27 gouvernements, partenariats et alliances

2008-2009 (estimation) : 32 gouvernements, partenariats et alliances

2010-2011 (objectif) : 37 gouvernements, partenariats et alliances

iii) Augmentation du nombre de gouvernements, de partenariats et d'alliances qui prennent des mesures visant à réduire les expulsions forcées arbitraires et illégales

Mesure des résultats

2006-2007 : 27 gouvernements, partenariats et alliances

2008-2009 (estimation) : 32 gouvernements, partenariats et alliances

2010-2011 (objectif) : 37 gouvernements, partenariats et alliances

b) Renforcement des capacités en vue d'assurer une gouvernance et une planification urbaines sur le mode participatif, transparentes, favorables aux pauvres et adaptées à l'âge et au sexe des bénéficiaires

b) i) Augmentation du nombre de gouvernements qui ont renforcé leurs capacités institutionnelles en vue d'adopter, de modifier et d'appliquer des politiques, une législation et des plans d'action nationaux, et consolidé les mécanismes visant à promouvoir la bonne gouvernance des villes et à assurer la décentralisation politique et fiscale

Mesure des résultats

2006-2007 : 51 gouvernements

2008-2009 (estimation) : 61 gouvernements

2010-2011 (objectif) : 71 gouvernements

ii) Augmentation du nombre de villes qui évaluent la qualité de leurs perspectives d'avenir et de leur gouvernance, qui se servent d'outils propres à assurer une bonne planification et une bonne gouvernance urbaines et en encouragent l'utilisation, et qui adoptent des stratégies pour une gouvernance urbaine favorable aux pauvres et soucieuse de l'égalité des sexes

Mesure des résultats

2006-2007 : 110 villes

2008-2009 (estimation) : 130 villes

2010-2011 (objectif) : 150 villes

iii) Augmentation du nombre de partenaires du Programme pour l'habitat qui adoptent et utilisent des outils propres à assurer une bonne planification et une bonne gouvernance urbaines et qui en encouragent l'utilisation

Mesure des résultats

2006-2007 : 30 partenaires du Programme

2008-2009 (estimation) : 40 partenaires du Programme

2010-2011 (objectif) : 50 partenaires du Programme

c) Renforcement des partenariats et de la collaboration avec les autorités locales et les organisations au sein desquelles celles-ci se regroupent dans le cadre de la mise en œuvre des programmes et activités convenus

c) i) Augmentation du nombre de collectivités locales et de partenaires qui entreprennent des activités communes en vue d'appliquer les directives sur la décentralisation et d'en exécuter les programmes connexes

Mesure des résultats

2006-2007 : 4 organisations mondiales et régionales regroupant des collectivités locales participent au programme de coopération conformément aux directives sur la décentralisation convenues au niveau international

2008-2009 (estimation) : 8 organisations mondiales et régionales regroupant des collectivités locales participent au programme de coopération conformément aux directives sur la décentralisation convenues au niveau international

2010-2011 (objectif) : 12 organisations mondiales et régionales regroupant des collectivités locales participent au programme de coopération conformément aux directives sur la décentralisation convenues au niveau international

d) Renforcement des capacités nationales et locales en vue d'assurer le développement durable des villes, de sorte que celles-ci soient plus sûres, moins exposées aux catastrophes et mieux à même de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets, ainsi que de gérer les situations consécutives à une catastrophe ou à un conflit et de promouvoir une attitude positive face aux risques naturels prévisibles

d) i) Augmentation du nombre de gouvernements qui collaborent avec ONU-Habitat à la mise en place de capacités de gestion du milieu urbain aux fins du développement durable des villes

Mesure des résultats

2006-2007 : 22 gouvernements

2008-2009 (estimation) : 26 gouvernements

2010-2011 (objectif) : 30 gouvernements

ii) Augmentation du nombre de villes et de communes qui collaborent avec ONU-Habitat pour promouvoir la prévention de la criminalité et l'amélioration de la sécurité dans les villes aux fins de leur développement durable

Mesure des résultats

2006-2007 : 57 villes et communes

2008-2009 (estimation) : 85 villes et communes

2010-2011 (objectif) : 100 villes et communes

iii) Augmentation du nombre de gouvernements et de villes qui renforcent leurs capacités de gestion d'établissements humains en crise grâce à des projets destinés à réduire les risques de catastrophe et à financer le réaménagement durable des établissements humains

Mesure des résultats

2006-2007 : 17 gouvernements et villes

2008-2009 (estimation) : 19 gouvernements et villes

2010-2011 (objectif) : 21 gouvernements et villes

e) Développement des stratégies et des établissements nationaux de formation et de renforcement des capacités afin de mieux répondre aux besoins actuels et nouveaux de formation et de renforcement des capacités en matière de logement et de développement durable des villes

e) i) Augmentation du nombre de gouvernements qui appliquent des stratégies de renforcement des capacités pour promouvoir le logement convenable et le développement durable des villes

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : sans objet

2010-2011 (objectif) : 10 gouvernements

ii) Augmentation du nombre d'établissements nationaux de formation et de renforcement des capacités qui utilisent les manuels et les méthodes mis au point par ONU-Habitat dans les domaines du logement et du développement durable des villes

Mesure des résultats

2006-2007 : 80 établissements nationaux de formation et de renforcement des capacités

2008-2009 (estimation) : 100 établissements nationaux de formation et de renforcement des capacités

2010-2011 (objectif) : 120 établissements nationaux de formation et de renforcement des capacités

iii) Augmentation du nombre d'établissements d'enseignement supérieur qui mettent en place et développent des formations sur le logement convenable et le développement durable des villes

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : sans objet

2010-2011 (objectif) : 20 établissements d'enseignement supérieur

iv) Augmentation du nombre d'étudiants en premier cycle d'enseignement supérieur

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : sans objet

2010-2011 (objectif) : 1 000 étudiants

Facteurs externes

- 15.33 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les ressources sont suffisantes pour mettre en œuvre les activités mondiales et nationales prévues pour les campagnes mondiales sur l'urbanisation durable; b) le risque de changement dans les politiques menées par les gouvernements, susceptibles de ralentir le progrès des initiatives dans les domaines du logement et des biens fonciers, est faible; et c) les États Membres accueillent favorablement les directives et les recommandations fournies, et veillent à ce que les bénéficiaires visés disposent des ressources suffisantes et se voient offrir les cadres juridiques, institutionnels et politiques nécessaires pour mettre en œuvre les mesures et stratégies adoptées par ONU-Habitat.

Produits

- 15.34 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :
- a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions : cinquième session du Forum urbain mondial : présentation de l'Agenda mondial pour le logement à l'horizon 2020 (1);
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : communications pour la vingt-sixième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour

l'environnement (PNUE) et le Groupe de la gestion de l'environnement (2); documentation destinée à la Commission du développement durable en 2010 (1); documentation en vue de la vingt-troisième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat (1); cinquième session du Forum urbain mondial : présentation de l'Agenda mondial pour le logement à l'horizon 2020 (1);

- iii) Groupes spéciaux d'experts : réunions de groupes spéciaux d'experts sur les changements climatiques et leurs effets sur l'habitat (1); sur les politiques et stratégies d'assainissement des quartiers insalubres et de lutte contre l'apparition de nouveaux bidonvilles et les réinstallations négociées, et sur les solutions de remplacement aux expulsions forcées (2); sur un mode d'occupation et de gestion des biens fonciers favorable aux pauvres et soucieux de l'égalité des sexes, notamment en ce qui concerne l'occupation (4); sur la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (4); sur l'engagement des citoyens envers la génération de recettes et l'établissement de budgets (1); sur les programmes de formation en matière de patrimoine foncier en Afrique (1); sur la surveillance policière de proximité et les espaces publics (1); sur les programmes de formation des universités africaines dans le domaine foncier (1); sur la sécurité et l'assainissement des taudis (2); sur la sécurité et les groupes vulnérables – migrants, femmes, jeunes et enfants (2); sur la sécurité dans les situations consécutives à un conflit (2); Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales (2); renforcement des capacités pour favoriser une urbanisation durable en Asie et un développement économique local (2); organisation de réunions des parties prenantes pour la hiérarchisation des stratégies d'aménagement des espaces (5); réunion des partenaires de l'initiative relative aux villes et aux changements climatiques (1); groupe de contact politique sur la décentralisation, réseau de partenaires en faveur de la décentralisation et groupe consultatif d'experts sur la décentralisation (2); conférence régionale des maires (1); conférence régionale des ministres du logement et du développement urbain (2); conférence ministérielle régionale (2); réunions régionales sur l'initiative relative aux villes et aux changements climatiques (3); deuxième Conférence sur l'état des villes dans le monde – es villes plus sûres (1); deuxième sommet sur la prévention de la délinquance juvénile (1); session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale consacrée à la sécurité urbaine (1);
- iv) Aide aux représentants et aux rapporteurs : aide fournie aux secrétariats de la Conférence ministérielle africaine sur le logement et l'urbanisme et de la Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur le logement et l'urbanisme (2); facilitation de la participation du Rapporteur spécial sur le logement convenable aux réunions des groupes d'experts pertinents ou aux activités connexes (2); organisation d'un atelier de haut niveau sur les expulsions illégales et les stratégies de lutte contre l'apparition de nouveaux bidonvilles en collaboration avec le Rapporteur spécial sur le logement convenable et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (1); Comité interinstitutions sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2); participation aux travaux du Groupe du Comité permanent interorganisations/Comité exécutif pour les affaires humanitaires (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :
 - i) Publications en série : rapports annuels sur des cas d'expulsions illégales (2);
 - ii) Publications isolées : recueils d'études sur la décentralisation (3); documentation sur les meilleures pratiques de gestion et d'entretien des infrastructures et des services (1); documents sur les enseignements tirés de l'expérience des opérations sur le terrain (2);

stratégies et plans d'action régionaux (3); sécurité et assainissement des taudis et sécurité et situations consécutives à des conflits (2); monographies sur le logement (2); études sur des modes d'occupation et de gestion des biens fonciers favorables aux pauvres et soucieux de l'égalité des sexes, réalisées par ONU-Habitat ou ses partenaires (4); étude exploratoire réalisée par ONU-Habitat pour faire le bilan des connaissances disponibles sur les matériaux de construction et les technologies ayant un taux peu élevé d'émission de gaz à effet de serre et recenser les institutions et les fabricants actifs dans ce domaine (1);

- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : matériel d'information et de sensibilisation élaborés par divers partenaires sur des modes d'occupation et de gestion des biens fonciers favorables aux pauvres et soucieux de l'égalité des sexes (3); matériel d'information et de sensibilisation élaboré par le Groupe consultatif sur les expulsions forcées (2); bulletin sur le programme de gestion des catastrophes (2); documentation du partenariat entre ONU-Habitat et les autorités locales (4); documentation sur les pratiques de sécurité (1); bulletin électronique sur l'initiative relative aux villes et aux changements climatiques (4); rapport sur les établissements humains et les crises (1); bulletin sur des villes plus sûres (2); bulletin sur la formation et le renforcement des capacités (4); bulletin sur la gouvernance urbaine (4);
- iv) Supports techniques : adaptation et gestion en ligne des outils de formation mis au point par ONU-Habitat pour l'enseignement à distance (1); répertoire des stratégies nationales de renforcement des capacités pour promouvoir un logement convenable et le développement urbain durable (1); utilisation du système d'information géographique pour une action concertée en vue de la planification spatiale et de l'assainissement des taudis (5); directives générales à l'intention des décideurs pour leur permettre d'adopter en matière de logement les politiques globales visant à freiner le développement des bidonvilles et à développer les logements à prix abordable (1); directives générales à l'intention des autorités locales sur l'assainissement des bidonvilles, y compris des outils et des monographies élaborés par l'Alliance des villes et d'autres partenaires (3); outil de soutien des politiques de construction durable pour promouvoir des matériaux et des technologies de construction ayant un taux peu élevé d'émission de gaz à effet de serre (1); plan de mise en œuvre opérationnelle de la politique sur les établissements humains et les crises (1); appui aux institutions de formation et de renforcement des capacités pour l'évaluation des besoins en matière de formation et de l'impact de la formation (2); recueils d'information sur l'urbanisation durable (2); pochette de documentation sur la gestion des villes et le changement climatique à l'intention des responsables de projets et des professionnels (plusieurs volumes) (1); outils et directives sur la gestion des terres et des biens – Global Land Tool Network (réseau mondial d'outils fonciers) – (1); outils et directives sur la propriété foncière élaborés en collaboration avec les partenaires et les réseaux (2); outils et directives sur la remise en état des établissements humains et la réduction des risques de catastrophe (4); outils et indices de mise en œuvre des directives sur la décentralisation (3); outils de participation des citoyens à la planification des recettes et des dépenses (1); outils de renforcement de la sécurité dans les espaces publics et outils axés sur la sécurité dans l'assainissement des taudis et les situations consécutives à des conflits (1); outils de formation en matière d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ces effets en vue d'une urbanisation durable (2); outils de formation sur les partenariats public-privé en matière d'alimentation en eau et d'assainissement (1); outils de formation et manuel sur les questions foncières (2);

- v) Ressources audiovisuelles : DVD sur les solutions de remplacement aux expulsions forcées (1); DVD sur le régime foncier et la gestion des biens fonciers dans une perspective favorable aux pauvres et soucieuse de l'égalité des sexes (1); outils de sensibilisation mondiale à l'appui des stratégies locales : livres pour enfants, films documentaires sur DVD (2);
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : conseils fournis aux partenaires et aux pouvoirs publics concernant la sécurité et la prévention du crime au niveau local (100); fourniture de services consultatifs en matière d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies de renforcement des capacités nationales visant à favoriser une politique de logement convenable et de développement urbain durable (3); assistance fournie par ONU-Habitat ou ses partenaires aux États Membres, aux organismes intergouvernementaux, y compris la Banque mondiale, et aux représentants des Nations Unies concernant l'occupation des terres et la gestion des biens fonciers (8); envoi de missions auprès des autorités locales partenaires dans le cadre de l'initiative relative aux villes et aux changements climatiques, dont des services consultatifs et des services de renforcement des capacités et de suivi (20); missions d'établissement des faits par le Groupe consultatif sur les expulsions forcées (4); développement des institutions pour favoriser des prestations de services intégrés et coordonnés et le développement économique local (2); coopération internationale et coordination interinstitutions pour le lancement d'initiatives conjointes ONU-Habitat/PNUE (10); directives à l'intention de quatre pays membres concernant la politique du logement et une politique en faveur de logements abordables, découlant de monographies sur le logement (4); assistance fournie aux gouvernements et aux autorités locales pour les aider à adapter les directives sur la décentralisation aux situations locales (3); assistance technique, appui d'urgence et missions de formulation de projets (10); évaluation des besoins de formation et élaboration d'une stratégie de formation dans le domaine foncier (2);
 - ii) Stages de formation, séminaires et ateliers : stratégies de développement urbain pour la région du lac Victoria (4); formation au niveau du pays menée en fonction de la demande et du financement (1); collaboration entre les régions et vulgarisation des informations dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, des secours et de la reconstruction durable (1); formation à la gestion des biens fonciers dans le cadre du Global Land Tool Network (2); développement des institutions et élaboration d'arrangements fiscaux dans le cadre d'une prestation de services décentralisée (3); suivi des progrès de la démocratie locale (1); réseau de e-gouvernance pour les municipalités (1); cours régionaux sur le développement urbain durable (2); séminaires régionaux en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur sur le développement urbain durable (2); élaboration de programmes de formation pour les établissements régionaux de formation offrant des cours sur la sécurité et la prévention de la criminalité et de la violence (3); fichier de formateurs (1); formations menées au niveau régional par les bureaux régionaux (3); cours de formation donnés durant la cinquième session du Forum urbain mondial, à l'intention d'une quarantaine de personnes par atelier (3); cours de formation sur les questions de gestion foncière (2); formation dans le domaine du développement urbain durable pour les directeurs de programme à ONU-Habitat (1); formation en matière de réduction des risques de catastrophe menée en collaboration avec le bureau d'ONU-Habitat à Téhéran (1); formation en matière d'occupation des terres et de gestion des biens fonciers dans une perspective soucieuse des pauvres et de l'égalité des sexes (2); ateliers organisés dans

des villes sélectionnées dans le cadre de l'initiative relative aux villes et aux changements climatiques du Réseau pour le développement urbain durable (4);

- iii) Projets opérationnels : aide fournie aux États Membres, au moyen d'un cadre normatif et opérationnel renforcé, en matière d'application de réformes systémiques, soucieuses des pauvres et de l'égalité des sexes, dans le domaine de l'occupation et de la gestion des terres (2); projets sur le terrain en collaboration avec les bureaux régionaux, à l'appui de la prévention de la criminalité et de la violence aux niveaux national et local en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie, en Afrique et en Europe de l'Est (9); projets pilotes dans quatre pays ou zones climatiques en vue de construire des logements modèles durables caractérisés par un taux peu élevé d'émission de gaz à effet de serre (4); assistance technique à une administration locale au moyen d'un cadre normatif et opérationnel renforcé, axée sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques du logement visant à offrir des logements à un prix abordable (1); atelier et cours à l'intention des cadres supérieurs sur la conception et le suivi de politiques de logement durable, y compris la construction de logements à des prix abordables, dans l'esprit de la stratégie de prévention énoncée par l'objectif 7 des objectifs du Millénaire pour le développement, cible 11 (amélioration des conditions de vie des habitants des taudis) (1); projets pilotes dans le cadre de l'initiative relative aux villes et aux changements climatiques d'ONU-Habitat en appui aux autorités locales pour les aider à mieux gérer les changements climatiques et à améliorer l'environnement urbain (10).

Tableau 15.12

Ressources nécessaires : sous-programme 1

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Postes	5 430,5	5 575,8	22	23
Autres objets de dépense	594,2	598,8	–	–
Total partiel	6 024,7	6 174,6	22	23
Fonds extrabudgétaires	22 509,5	27 228,7	34	36
Total	28 534,2	33 403,3	56	59

- 15.35 Les ressources prévues pour les postes d'un montant de 5 575 800 dollars, une augmentation de 145 300 dollars, doivent permettre de financer 22 postes (15 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 7 postes d'agents locaux), comme indiqué au tableau 15.12, ainsi que la création d'un nouveau poste de la classe P-3 pour un fonctionnaire chargé de la formation et du renforcement des capacités pour appuyer la composante sensibilisation du plan stratégique et institutionnel à moyen terme au moyen de l'intégration des principes d'urbanisation durable dans les programmes d'éducation et les modules de formation. Le montant de 598 800 dollars au titre des autres objets de dépense, qui correspond à une augmentation nette de 4 600 dollars, doit permettre de financer les dépenses liées au nouveau poste proposé ainsi que les services de consultants et d'experts, les frais de voyage du personnel des services contractuels, les frais généraux de fonctionnement et d'autres dépenses opérationnelles.

- 15.36 Les fonds extrabudgétaires d'un montant estimatif de 27 228 700 dollars, correspondant à une augmentation de 4 719 200 dollars, serviraient à financer 36 postes (22 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 14 postes d'agent des services généraux et d'agent local), comme indiqué au tableau 15.12, ainsi que d'autres objets de dépense liés à l'exécution de projets opérationnels et d'autres activités de fond. L'augmentation du montant des ressources vise principalement à financer l'exécution du programme dans les domaines de la planification et de la gouvernance urbaine participatives et de l'accès des pauvres à la terre et au logement, à savoir plus précisément les programmes mondiaux sur la sécurité d'occupation, le droit au logement, les droits de propriété, la gestion des biens fonciers, la gestion de l'environnement urbain, la gouvernance urbaine, y compris la décentralisation, la prévention et la gestion des catastrophes, l'action en faveur de villes plus sûres, l'atténuation des effets du changement climatique, et des études sur les matériaux et les technologies de construction qui doivent faire l'objet d'un bilan carbone.

Sous-programme 2 Suivi du Programme pour l'habitat

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 691 700 dollars

- 15.37 La responsabilité du sous-programme 2 incombe à la Division de la recherche et du suivi. Les principales activités prévues au titre de ce sous-programme relèvent de la sensibilisation, du suivi et des partenariats, l'un des domaines d'intervention prévu par le plan stratégique et institutionnel à moyen terme. Sur le fond, le sous-programme englobe plusieurs domaines et contribue à la réalisation des objectifs fixés dans tous les autres domaines d'intervention prioritaires du plan.
- 15.38 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie définie au sous-programme 2 du programme 12 du Cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 15.13

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Suivre et évaluer le degré de réalisation des objectifs du Programme pour l'habitat et de ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg en ce qui concerne les taudis, l'accès à l'eau potable et les services d'assainissement, et sensibiliser l'opinion internationale aux questions liées aux établissements humains

Réalisations escomptées

a) Renforcement des activités de suivi et de sensibilisation menées auprès des gouvernements, des autorités locales et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat en ce qui concerne la situation relative aux établissements humains et les tendances observées à l'échelon mondial, notamment l'urbanisation durable et le respect des pratiques optimales, ainsi que les progrès accomplis dans l'exécution du Programme pour l'habitat et la réalisation des objectifs du

Indicateurs de succès

a) i) Augmentation du nombre de références au *Rapport mondial sur les établissements humains*, à *L'état des villes dans le monde* et à la base de données sur les pratiques optimales relevées dans les publications officielles et d'autres supports d'information de premier plan

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 100 références

Millénaire pour le développement pertinents et
du Plan de mise en œuvre de Johannesburg

2010-2011 (objectif) : 140 références

ii) Augmentation, parmi les pays visés par le plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour 2008-2013, du nombre de gouvernements qui s'appuient sur les recommandations générales formulées dans le *Rapport mondial sur les établissements humains* pour prendre leurs décisions

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 15 gouvernements

2010-2011 (objectif) : 30 gouvernements

iii) Augmentation du nombre de partenaires du Programme pour l'habitat qui exploitent le *Rapport mondial sur les établissements humains*, *L'état des villes dans le monde* et la base de données sur les pratiques optimales dans leurs programmes de formation

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 30 partenaires

2010-2011 (objectif) : 70 partenaires

iv) Augmentation du nombre de pratiques internes et d'autres pratiques optimales recensées, diffusées et analysées du point de vue de leurs incidences sur les politiques et de leur transposition à plus grande échelle

Mesure des résultats

2006-2007 : 2 500 pratiques optimales

2008-2009 (estimation) : 3 000 pratiques optimales

2010-2011 (objectif) : 3 500 pratiques optimales

v) Augmentation du nombre d'observatoires des villes qui utilisent un logiciel d'information, tel qu'UrbanInfo ou un système d'information géographique, aux fins de la planification, de la gestion et de l'élaboration de politiques d'urbanisme

Mesure des résultats

2006-2007 : 20 observatoires des villes

2008-2009 (estimation) : 50 observatoires des villes

2010-2011 (objectif) : 60 observatoires des villes

b) Renforcement de la sensibilisation des gouvernements, des autorités locales et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat au rôle que jouent le développement de l'économie locale, la création d'emplois et le resserrement des liens économiques entre les villes et les campagnes dans la lutte contre la pauvreté et dans le développement des établissements humains

b) i) Augmentation du nombre de demandes faites par les gouvernements et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat en vue de se procurer les directives d'ONU-Habitat concernant le développement de l'économie locale, la création d'emplois, les liens entre les villes et les campagnes et la lutte contre la pauvreté

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 10 demandes

2010-2011 (objectif) : 15 demandes

ii) Augmentation du nombre de demandes d'information et de conseils pratiques concernant les questions liées au développement économique des villes que formulent les gouvernements et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat dans le cadre plus vaste des plans de développement nationaux et des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 5 demandes

2010-2011 (objectif) : 20 demandes

iii) Augmentation du nombre de téléchargements de publications informatisées d'ONU-Habitat concernant le développement de l'économie locale, la création d'emplois, les liens entre les villes et les campagnes et la lutte contre la pauvreté

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 9 000

téléchargements

2010-2011 (objectif) : 12 000

téléchargements

c) Prise de conscience par les gouvernements, les autorités locales et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat de la nécessité de prendre systématiquement en compte les principes d'égalité des sexes et de partenariat et les préoccupations des jeunes, et d'encourager la formation de partenariats entre le secteur public et le secteur privé, dans les activités liées aux établissements humains

c) i) Augmentation du nombre de programmes relatifs aux établissements humains conçus par les partenaires du Programme pour l'habitat qui tiennent systématiquement compte du principe de l'égalité des sexes et favorisent l'autonomisation des femmes

Mesure des résultats

2006-2007 : 27 programmes relatifs aux établissements humains

2008-2009 (estimation) : 37 programmes relatifs aux établissements humains
2010-2011 (objectif) : 40 programmes relatifs aux établissements humains

ii) Augmentation du nombre de programmes relatifs aux établissements humains élaborés par les partenaires du Programme pour l'habitat qui encouragent et prennent systématiquement en compte les initiatives des jeunes en faveur du développement, et qui intègrent systématiquement le principe des partenariats stratégiques aux niveaux mondial, national et local

Mesure des résultats

2006-2007 : 43 programmes
2008-2009 (estimation) : 64 programmes
2010-2011 (objectif) : 68 programmes

iii) Augmentation du nombre de partenariats public-privé et de partenariats communautaires rendus possibles aux niveaux mondial, national et local

Mesure des résultats

2006-2007 : 5 partenariats
2008-2009 (estimation) : 20 partenariats
2010-2011 (objectif) : 25 partenariats

Facteurs externes

- 15.39 Le sous-programme devrait permettre de parvenir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États Membres appuient la création et le maintien de mécanismes permettant de suivre l'application du Programme pour l'habitat aux niveaux national et local; b) les États Membres demandent des services consultatifs techniques et donnent suite aux conseils qui leur sont dispensés; c) le niveau des ressources extérieures est suffisant pour financer l'établissement de rapports phares et l'octroi de prix; d) le montant des fonds extrabudgétaires est suffisant pour exécuter toutes les autres activités du sous-programme; et e) la volonté politique à l'appui de l'égalité des sexes, des droits des femmes et des activités favorisant l'autonomisation des femmes est suffisante dans les pays visés et au niveau mondial.

Produits

- 15.40 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :
- a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (fonds extrabudgétaires) :
 - i) Documentation à l'intention des organes délibérants : cinquième session du Forum urbain mondial (2); rapport à la Commission de statistique (1);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : réunions de groupes spéciaux d'experts sur les questions suivantes : jurys chargés de décerner les prix (2); égalité des sexes, villes et changements climatiques (1); enseignements tirés du comité consultatif et technique sur

les pratiques optimales (2); *Rapport mondial sur les établissements humains* (2); suivi des questions relatives à la sécurité d'occupation (1); indicateurs de financement pour les municipalités (1); jeunes entrepreneurs et assainissement des quartiers insalubres (1); réunion de haut niveau sur l'égalité des sexes dans la gouvernance locale (1); conférences régionales de parlementaires en Afrique et en Asie (2); *UN-Habitat lecture* (2); détection des bidonvilles à l'aide de la télédétection et des systèmes d'information géographique (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

- i) Publications en série : *Rapport mondial sur les établissements humains* (1); *L'état des villes dans le monde* (1);
- ii) Publications isolées : série sur les villes et les citoyens (1); élaboration de plans d'action et d'un code de conduite parlementaires (2); *Rapport mondial sur les établissements humains 2011 : grandes orientations* (version abrégée) (1); enseignements tirés des pratiques optimales (1); développement économique local dans la région du lac Victoria, principalement du point de vue des liens entre les zones rurales et les zones urbaines (1); la place des jeunes (1); secteur privé œuvrant pour une urbanisation durable-enseignements tirés du prix Habitat Business Award (1); le rôle des investissements et du logement dans le développement économique urbain (1); taudis du monde : examen des tendances et mise à jour (1); UN-Habitat (2); Pourquoi les villes croissent-elles? (2);
- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : matériel et brochure de sensibilisation sur le programme relatif à l'égalité des sexes (2); prix de Doubaï – guide et brochure (1);
- iv) Supports techniques : site Web pour la société civile (1); outils d'évaluation de l'impact du développement (1); rapport final sur la sécurité d'occupation (indice juridique et institutionnel) (1); base de données sur les indicateurs urbains mondiaux (1); procédures et directives opérationnelles et manuel de mise en œuvre du fonds d'opportunités pour la jeunesse (2); outils au service de l'égalité des sexes, de la décentralisation et de la planification et de la gouvernance urbaines (1); DVD sur *UN-Habitat Lecture* (2); actualisation de la base de données sur les pratiques optimales (1); directives et CD concernant l'utilisation de la base de données UrbanInfo (1); pochette de documentation à l'intention des jeunes sur les municipalités (1);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

- i) Services consultatifs : assistance à certains pays dans le cadre de l'Initiative du Partenariat mondial en faveur des jeunes en milieu urbain, notamment en ce qui concerne les études sur les mesures à prendre (11); assistance fournie aux pays et aux villes sur le système d'information géographique (1); services consultatifs fournis aux pays et aux villes concernant UrbanInfo (1); conseils fournis aux pays et aux villes sur la collecte et l'analyse de données (1); appui aux pays et aux villes concernant l'exploitation des résultats des recensements nationaux (1); appui aux pays et aux villes concernant les observatoires des villes (1);
- ii) Stages, séminaires et ateliers : atelier de sensibilisation/diffusion relatif au *Rapport mondial sur les établissements humains 2011* (1); troisième sommet africain des organisations non gouvernementales (1); atelier de renforcement des capacités sur l'égalité des sexes et la gouvernance locale à l'intention des villes et des responsables des pouvoirs publics locaux (6); atelier sur le développement économique local dans la

région du lac Victoria (1); cours et séminaires à l'intention des parlementaires (2); atelier de formation sur les indicateurs des finances municipales (1); ateliers de formation sur le dialogue local à l'intention des dirigeantes d'associations féminines communautaires (1);

- iii) Projets opérationnels : poursuite de l'exécution d'un projet pilote visant à améliorer les liens entre zones rurales et zones urbaines dans la région du lac Victoria en vue du développement (2008-2010) (1); droits des femmes en matière foncière et programme de développement du logement (1).

Tableau 15.14

Ressources nécessaires : sous-programme 2

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Postes	5 059,5	5 059,5	23	23
Autres objets de dépense	658,5	632,2	–	–
Total partiel	5 718,0	5 691,7	23	23
Fonds extrabudgétaires	23 459,4	27 265,8	34	34
Total	29 177,4	32 957,5	57	57

- 15.41 Le montant de 5 059 500 dollars doit permettre de financer 23 postes existants (14 postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et 9 postes d'agent local), comme indiqué au tableau 15.14. Le montant de 632 200 dollars prévu au titre des autres objets de dépense, en diminution de 26 300 dollars, doit permettre de financer, entre autres, des services de consultants et d'experts, les voyages du personnel, des services contractuels, les frais généraux de fonctionnement et d'autres dépenses opérationnelles. La diminution, d'un montant net de 26 300 dollars, est imputable principalement à la réduction des dépenses liées au mobilier et à l'équipement et est en partie annulée par une augmentation des autres dépenses opérationnelles.
- 15.42 Les fonds extrabudgétaires, d'un montant estimatif de 27 265 800 dollars correspondant à une augmentation de 3 806 400 dollars, devraient permettre de financer 34 postes (22 de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 12 postes d'agent local), comme indiqué au tableau 15.14, ainsi que des objets de dépense autres que les postes à l'appui des activités de sensibilisation, de suivi et de partenariats inscrites dans le plan stratégique et institutionnel à moyen terme, dont le renforcement des partenariats stratégiques, y compris les groupes de jeunes, la promotion et le suivi de l'autonomisation des femmes et l'adoption systématique d'une approche intégrée de l'égalité des sexes dans le domaine des établissements humains.

Sous-programme 3 Coopération régionale et technique

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 1 748 400 dollars

- 15.43 La responsabilité de ce sous-programme incombe à la Division de la coopération régionale et technique. Pour atteindre l'objectif fixé, ONU-Habitat associera fonctions normatives et fonctions opérationnelles. Les fonctions normatives consistent à établir des normes, à proposer des règles et des principes, et à donner des exemples de pratique optimale fondée sur l'expérience acquise au niveau des pays. Pour mettre en œuvre le plan stratégique et institutionnel à moyen terme, la Division interviendra dans les cinq domaines d'action prioritaires suivants : sensibilisation, suivi et partenariats, planification, gestion et gouvernance urbaines participatives; gestion des terres et des logements en faveur des pauvres; mise en place d'infrastructures et de services de base écologiquement rationnels; et renforcement des mécanismes de financement des établissements humains aux niveaux national et régional à l'aide du cadre normatif et opérationnel élargi.
- 15.44 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée en détail dans le sous-programme 3 du programme 12 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 15.15

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'organisation : Améliorer l'élaboration et intensifier l'application des politiques, stratégies et programmes d'aménagement urbain et de logement, et renforcer les capacités à cet égard, principalement aux niveaux national et local

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement des capacités régionales, nationales et locales d'application des politiques, stratégies et programmes relatifs aux établissements humains axés tout particulièrement sur la lutte contre la pauvreté urbaine et sur les interventions en cas de catastrophe naturelle ou de catastrophe causée par l'homme	<p>a) i) Augmentation du nombre de pays qui renforcent la capacité de leurs institutions d'élaborer des stratégies visant à lutter contre la pauvreté urbaine</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2006-2007 : 49 pays 2008-2009 (estimation) : 55 pays 2010-2011 (objectif) : 60 pays</p> <p>ii) Augmentation du nombre de pays qui renforcent la capacité de leurs institutions de faire face aux catastrophes et de réduire la vulnérabilité dans ce domaine</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2006-2007 : 22 pays 2008-2009 (estimation) : 25 pays 2010-2011 (objectif) : 30 pays</p> <p>iii) Augmentation du nombre de pays qui adoptent des politiques et stratégies visant à lutter contre la pauvreté urbaine et à réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes</p>

- b) Amélioration des politiques nationales de logement et d'aménagement urbain, sur la base des normes internationales établies par ONU-Habitat, et amélioration de la connaissance au niveau des régions de la situation dans les villes et des tendances à cet égard
- Mesure des résultats*
 2006-2007 : 30 pays
 2008-2009 (estimation) : 35 pays
 2010-2011 (objectif) : 40 pays
- b) i) Augmentation du nombre de pays qui adoptent de meilleures politiques d'aménagement urbain dans le cadre de la Campagne mondiale pour une urbanisation durable
- Mesure des résultats*
 2006-2007 : 40 pays
 2008-2009 (estimation) : 45 pays
 2010-2011 (objectif) : 50 pays
- ii) Augmentation du nombre de pays qui appliquent des politiques et des stratégies d'assainissement des taudis et de lutte contre la prolifération des bidonvilles
- Mesure des résultats*
 2006-2007 : 47 pays
 2008-2009 (estimation) : 55 pays
 2010-2011 (objectif) : 60 pays
- iii) Augmentation du nombre de partenaires qui contribuent au suivi de la situation concernant les établissements humains en collectant des données sur les pratiques optimales et en établissant des rapports nationaux et régionaux sur l'état des villes
- Mesure des résultats*
 2006-2007 : 40 partenaires
 2008-2009 (estimation) : 45 partenaires
 2010-2011 (objectif) : 50 partenaires
- c) Renforcement de la cohérence des principes d'urbanisation durable et de leur intégration dans les mécanismes d'aide au développement des Nations Unies et les stratégies et plans nationaux de développement, notamment les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, lorsqu'il en existe
- c) i) Augmentation du nombre de mécanisme d'aide au développement visant à une urbanisation conforme aux principes du développement durable et favorable aux pauvres
- Mesure des résultats*
 2006-2007 : 30 plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement
 2008-2009 (estimation) : 40 plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement
 2010-2011 (objectif) : 45 plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement

ii) Nombre de documents généraux de programmes de pays d'ONU-Habitat qui ont été établis et vérifiés

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

2008-2009 (estimation) : 20 documents généraux de programme de pays d'ONU-Habitat

2010-2011 (objectif) : 30 documents généraux de programme de pays d'ONU-Habitat

Facteurs externes

- 15.45 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les ressources humaines et financières nécessaires sont disponibles; b) les situations nouvelles ou déjà existantes d'instabilité politique et sociale, notamment à la suite de catastrophes naturelles comme les sécheresses, les tsunamis, les séismes et les inondations, ainsi que de catastrophes causées par l'homme, qui hypothèquent lourdement la bonne exécution du programme sont minimales; et c) il existe une volonté politique de la part de nombreux gouvernements d'intégrer les questions d'aménagement urbain et de logement dans leur programme de développement national.

Produits

- 15.46 Les produits de l'exercice 2010-2011 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (fonds extrabudgétaires) : groupes spéciaux d'experts : Conférence ministérielle africaine sur le logement et l'urbanisme (1); Conférence ministérielle des pays d'Asie et du Pacifique sur le patrimoine foncier, le logement et le développement urbain (1); réunion de groupes d'experts concernant les rapports régionaux sur la situation des villes (3); conférence sur le logement et l'urbanisme en Europe centrale et dans les pays en transition (1); réunion des ministres du logement et du développement urbain des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); établissement rapide de profils urbains en vue de programmes concertés d'assainissement des taudis (2);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : Rapport sur les activités opérationnelles (1);
 - ii) Publications isolées : rapports sur la situation des villes dans les régions (3); études des profils urbains (6); documents relatifs aux programmes de pays d'ONU-Habitat (30);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : documents sur les enseignements tirés des opérations sur le terrain (3); bulletins d'information sur le programme (2);
 - iv) Supports techniques : directives opérationnelles sur la réduction des risques de catastrophes urbaines dans un contexte africain (1); plan de mise en application de la stratégie d'ONU-Habitat sur les établissements humains et les crises dans le contexte africain (1);
 - c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :

- i) Services consultatifs : services consultatifs en matière de politique de logement et d'urbanisme (50); exécution des programmes de pays d'ONU-Habitat sous la supervision des directeurs de programme nationaux (30); intégration des questions d'urbanisme dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (45); soutien à la reconstruction après un conflit ou une catastrophe en Afrique, dans les États arabes et dans la région de l'Asie et du Pacifique et établissement de programmes (20);
- ii) Stages, séminaires et ateliers : formation à l'établissement des rapports sur l'état des villes dans les régions (3);
- iii) Projets opérationnels : projets opérationnels sur la prévention des catastrophes et la reconstruction (1); sur des politiques de logement et d'urbanisme conformes à la Campagne mondiale en faveur de l'urbanisation durable (10); sur l'assainissement des taudis (10); sur les actions de renforcement des capacités en matière d'établissements humains axées sur la réduction de la pauvreté urbaine et l'intervention en cas de catastrophe en Afrique, dans les États arabes et dans les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Amérique latine et des Caraïbes (50).

Tableau 15.16

Ressources nécessaires : sous-programme 3

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Postes	1 580,6	1 580,6	5	5
Autres objets de dépense	175,3	167,8	—	—
Total partiel	1 755,9	1 748,4	5	5
Fonds extrabudgétaires	166 078,7	188 668,2	42	46
Total	167 834,6	190 416,6	47	51

- 15.47 Le montant de 1 580 600 dollars doit permettre de financer cinq postes existants (4 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 1 poste d'agent local), comme indiqué dans le tableau 15.16. Le montant de 167 800 dollars, en diminution de 7 500 dollars, doit permettre de financer les autres objets de dépense (services de consultants et d'experts, frais de voyage du personnel, frais généraux de fonctionnement et autres dépenses opérationnelles). La diminution tient principalement à une réduction des besoins en mobilier et matériel et est partiellement annulée par une augmentation des dépenses opérationnelles.
- 15.48 Les fonds extrabudgétaires prévus, d'un montant de 188 668 200 dollars et une augmentation de 22 589 500 dollars, doivent permettre de financer 46 postes (35 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 11 postes d'agent des services généraux et d'agent local), comme indiqué au tableau 15.16, ainsi que des dépenses autres que les postes liés à l'exécution des cinq domaines prioritaires du plan stratégique et institutionnel à moyen terme, au niveau des pays (projets d'assistance technique, de renforcement des capacités et de démonstration, menés en étroite coopération avec les équipes de pays des Nations Unies et les directeurs de programmes d'ONU-Habitat pour contribuer à donner plus de visibilité à la question des

établissements humains et les intégrer dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et d'autres documents de politique nationale de développement).

Sous-programme 4 Financement des établissements humains

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 2 536 900 dollars

- 15.49 La responsabilité de ce sous-programme incombe à la Division du financement des établissements humains, qui sert de point d'ancrage institutionnel aux activités de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. La Fondation collabore avec les États Membres et les institutions financières nationales et internationales pour mobiliser des ressources pour la construction de logements d'un coût abordable, la fourniture de services d'assainissement et d'approvisionnement en eau et la création des ouvrages connexes. L'idée est de tirer parti des fonds investis dans ces secteurs aux niveaux local et international, de même que l'épargne locale, pour attirer un volume de capitaux privés d'un autre ordre de grandeur. Pour réaliser le Plan stratégique et institutionnel à moyen terme, la Division interviendra avant tout dans la mise en place d'infrastructures et de services de base écologiquement rationnels et abordables et le renforcement des mécanismes de financement des établissements humains, en prenant aussi en compte l'ensemble des autres domaines d'intervention.
- 15.50 Le sous-programme sera exécuté selon la stratégie exposée en détail au titre du sous-programme 4 du programme 12 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 15.17

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Rendre plus accessibles les dispositifs institutionnels et financiers intéressant le logement ainsi que les équipements et les services de base, surtout l'alimentation en eau et l'assainissement, en particulier à l'intention des urbains pauvres, en mettant en place de nouveaux mécanismes de financement et en renforçant les capacités des institutions, de façon à tirer parti de l'apport des collectivités et des autorités locales, du secteur privé, des gouvernements et des institutions financières internationales

Réalisations escomptées

a) Renforcement des mécanismes de financement des établissements humains, notamment des moyens institutionnels permettant à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains d'aider efficacement les États Membres et les partenaires du Programme pour l'habitat à mobiliser des ressources financières aux fins de l'exécution de leurs projets de développement des établissements humains en faveur des pauvres, en particulier dans les pays en développement ou en transition

Indicateurs de succès

a) i) Augmentation du nombre de pays qui relèvent le montant des crédits alloués à l'amélioration de l'accès des urbains pauvres au logement et aux infrastructures et services de base, notamment par transferts de ressources et autres formes d'aide financière aux autorités locales, et, dans certains cas, par des programmes expérimentaux de prêts de capitaux de départ remboursables et autres mécanismes financiers novateurs

Mesure des résultats

2006-2007 : sans objet

- 2008-2009 (estimation) : 6 pays
2010-2011 (objectif) : 12 pays
- ii) Augmentation du nombre de procédures et directives opérationnelles adoptées en vue de renforcer les dispositifs institutionnels permettant à la Fondation d'apporter son concours à ces programmes expérimentaux et mécanismes financiers novateurs
- Mesure des résultats*
2006-2007 : 2 procédures et directives opérationnelles
2008-2009 (estimation) : 6 procédures et directives opérationnelles
2010-2011 (objectif) : 12 procédures et directives opérationnelles
- b) Augmentation des investissements nationaux publics et privés en faveur du développement des établissements humains suscités par la Fondation, notamment par l'intermédiaire de sa Facilité pour la réfection des taudis, grâce à de nouveaux mécanismes de financement des logements et des infrastructures connexes
- b) i) Augmentation du nombre de pays collaborant avec la Fondation pour renforcer les mécanismes de financement des logements et des infrastructures connexes
- Mesure des résultats*
2006-2007 : 15 pays
2008-2009 (estimation) : 20 pays
2010-2011 (objectif) : 25 pays
- ii) Augmentation du nombre d'instruments financiers et de projets susceptibles d'être financés ayant été conçus, préparés et réalisés avec succès
- Mesure des résultats*
2006-2007 : 6 instruments financiers et projets susceptibles d'être financés
2008-2009 (estimation) : 9 instruments financiers et projets susceptibles d'être financés
2010-2011 (objectif) : 12 instruments financiers et projets susceptibles d'être financés
- iii) Accroissement de l'investissement public, de l'épargne locale et des capitaux privés mobilisés aux fins de la remise en état des logements insalubres au niveau national, notamment dans le cadre de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et de la lutte contre la prolifération des bidonvilles
- Mesure des résultats*
2006-2007 : 40 millions de dollars

2008-2009 (estimation) : 200 millions de dollars

2010-2011 (objectif) : 220 millions de dollars

iv) Augmentation du nombre de pays qui ont encouragé l'adoption de réformes politiques et réglementaires et de mécanismes institutionnels facilitant la mobilisation des investissements publics, de l'épargne locale et des capitaux privés aux fins de la construction de logements abordables et d'ouvrages connexes

Mesure des résultats

2006-2007 : 5 pays

2008-2009 (estimation) : 10 pays

2010-2011 (objectif) : 15 pays

c) Élargissement de l'accès à l'eau potable, approvisionnement durable, amélioration des services d'assainissement et de traitement des déchets, et mise en place de moyens de transport et de techniques de distribution de l'électricité écologiquement rationnels et économes en énergie dans les zones urbaines et périurbaines, l'accent étant mis sur les villes secondaires de petite taille

c) i) Augmentation du nombre de pays et de villes qui ont adopté un cadre renforcé de gouvernance des équipements ouvert aux autorités locales, aux collectivités et aux groupes vulnérables pour l'application des politiques, des stratégies et des programmes d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et services et des équipements sanitaires de base, et de pérennisation de l'accès à ces services

Mesure des résultats

2006-2007 : 20 pays

2008-2009 (estimation) : 25 pays

2010-2011 (objectif) : 30 pays

ii) Augmentation du nombre de villes de toutes tailles des pays en développement qui tirent parti des réformes nationales visant à améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et de gestion des déchets solides, ainsi que les ouvrages connexes

Mesure des résultats

2006-2007 : 30 villes

2008-2009 (estimation) : 35 villes

2010-2011 (objectif) : 40 villes

iii) Augmentation du nombre de pays qui collaborent avec ONU-Habitat pour favoriser l'accès à des services d'approvisionnement en énergie diversifiés et économiques et promouvoir l'usage des transports en commun et des transports non motorisés

	<p><i>Mesure des résultats</i> 2006-2007 : 7 pays 2008-2009 (estimation) : 10 pays 2010-2011 (objectif) : 13 pays</p> <p>iv) Augmentation du nombre de pays ayant étendu leurs services collectifs de distribution d'eau aux bidonvilles grâce à des financements plus élevés, obtenus grâce à l'amélioration de leur cote de solvabilité</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 10 pays 2010-2011 (objectif) : 15 pays</p>
d) Élargissement des partenariats entre ONU-Habitat et les institutions financières internationales et régionales, de sorte que les activités de mobilisation et d'assistance technique de l'Organisation contribuent à promouvoir et à accroître les investissements dans la construction de logements d'un coût abordable et d'ouvrages connexes réalisés par lesdites institutions, ce qui permettra d'améliorer la cohérence et l'efficacité de l'aide au développement	<p>d) i) Augmentation du nombre de partenariats mis en place pour accroître les investissements en faveur de l'amélioration des établissements humains</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2006-2007 : 2 partenariats 2008-2009 (estimation) : 5 partenariats 2010-2011 (objectif) : 20 partenariats</p> <p>ii) Augmentation, grâce à ces partenariats, des prêts et des portefeuilles de garantie accordés par les institutions financières internationales et régionales aux fins de la construction de logements d'un coût abordable et d'ouvrages connexes</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2006-2007 : zéro 2008-2009 (estimation) : 50 millions de dollars 2010-2011 (objectif) : 100 millions de dollars</p>

Facteurs externes

- 15.51 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) il existe, parmi les banques internationales et régionales de développement, les organismes bilatéraux de coopération pour le développement et les mécanismes de financement international, un engagement et un soutien financiers durables en faveur du renforcement de la Fondation; b) les États Membres et les institutions financières nationales aident à mettre en place des mécanismes financiers de mobilisation de capitaux d'origine interne pour l'assainissement des taudis; et c) il existe une volonté politique de surmonter les obstacles institutionnels et de définir des modalités de partenariat efficaces conduisant à des engagements financiers concrets dans les domaines du logement et des équipements locaux – eau et assainissement notamment – afin de réduire sensiblement des déficits qui font obstacle à la croissance économique des pays en développement.

Produits

15.52 Les produits de l'exercice 2010-2011 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport à la Commission du développement durable (dix-huitième et dix-neuvième sessions) sur le thème des transports urbains et des modes de consommation et de production durables, y compris l'organisation d'une manifestation parallèle sur le même thème (1); documents à l'intention du Forum urbain mondial de 2010 (2); documents destinés à la vingt-troisième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat qui aura lieu en 2011 (1);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : série annuelle de la Semaine africaine de l'eau du Conseil des ministres africains sur l'eau (2); convention annuelle de l'Alliance mondiale des partenariats de services de distribution de l'eau (2); réunion annuelle de planification et de suivi des conseillers techniques principaux des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (2); réunion annuelle de planification et de suivi avec la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement (2); réunion annuelle de planification et de suivi avec la Banque africaine de développement (2); Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur le logement et l'urbanisme (concernant notamment le groupe de travail sur l'eau et l'assainissement) (2); réunion semestrielle du Comité consultatif de la Facilité pour la réfection des taudis (4); réunions semestrielles d'édiles municipaux et d'administrateurs de programmes nationaux dans le cadre du programme Eau pour les villes africaines (4); réunion du groupe d'experts de l'énergie et des transports (1); réunion du groupe d'experts chargé de l'électrification des bidonvilles grâce à des mécanismes de financement novateurs et aux services locaux d'électricité des pays d'Afrique subsaharienne (1); réunion du groupe d'experts chargé des mécanismes novateurs de financement de la réfection des bidonvilles (4); réunion du groupe d'experts de l'utilisation de moyens de transport non motorisés novateurs dans le cadre des programmes municipaux intégrés de gestion des déchets solides en Asie, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (1); réunion du groupe d'experts concernant le Sommet de l'eau de la région Asie-Pacifique : musée de l'eau (1); réunion du groupe d'experts des mécanismes de financement novateurs du logement (2); réunion ministérielle sur l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria et le programme Eau pour les villes africaines (2); réunion de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (6);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :
 - i) Publications en série : rapport intitulé *State of Water and Sanitation in the World's Cities* (état de l'eau et de l'assainissement dans les villes du monde) (3^e éd.) (1); rapport annuel de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains (2);
 - ii) Publications isolées : rapport annuel de suivi sur le Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement (2); recueil de pratiques optimales pour l'approvisionnement énergétique des pauvres des pays en développement en habitat urbain sauvage (1); manuel de l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria traitant des pratiques optimales en matière de réforme locale du secteur de l'eau (1); manuel de planification des activités commerciales et des investissements relatifs aux services de distribution d'eau et d'assainissement en Afrique (1); publication sur les programmes menés en Asie et en Amérique latine et dans les

Caraïbes (12); publication sur l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement dans le bassin du Mékong (6); publication thématique et élaboration de manuels et d'outils de formation sur l'eau et l'assainissement en Afrique (4); document régional sur les mécanismes financiers novateurs permettant aux autorités et aux services collectifs locaux de rendre accessibles aux pauvres les services de base (4);

- iii) Expositions, visites guidées et exposés : pièces à exposer à l'occasion d'une réunion du Conseil d'administration (5); pièces à exposer à l'occasion du Forum urbain mondial (1); pièces à exposer à l'occasion de la Semaine mondiale de l'eau à Stockholm (1);
 - iv) Brochures, fiches, planches murales, dossiers : brochures, prospectus et fiches sur les programmes réalisés en Asie et dans la région Amérique latine et Caraïbes (4); brochures, prospectus et fiches sur le programme Eau pour les villes africaines (22); fiches et brochures sur des opérations expérimentales de prêts d'amorçage remboursables (12); bulletin d'information sur le financement du logement, les opérations expérimentales de prêts d'amorçage remboursables et d'autres mécanismes novateurs (8); bulletin d'information trimestriel sur l'eau et l'assainissement (8);
 - v) Supports techniques : documentation didactique sur la mise en œuvre à l'échelle municipale des réformes nationales du secteur de l'eau dans les pays participant à l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria (1); documents techniques et analyses des opérations expérimentales de prêts d'amorçage remboursables (12); instruments de financement des services de distribution d'eau et d'assainissement rendant le crédit accessible à leurs exploitants (2); procédures opérationnelles, directives et manuels relatifs aux opérations expérimentales de prêts d'amorçage remboursables (2); documentation technique sur l'approvisionnement en eau des villes d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes (2); documentation technique sur le programme Eau pour les villes africaines (2); modules de formation sur des pays du bassin du Mékong et de l'Amérique latine et des Caraïbes (5); modules de formation sur certains aspects de la réalisation du programme de formation de l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria (5);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : aide aux pays participant à l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria qui procèdent à la réforme du secteur de l'eau à l'échelle municipale (3 cas); gestion financière des équipements collectifs, à l'intention des entreprises de distribution et des collectivités locales (5 cas); politiques de financement des logements, destinés aux États Membres (4 cas); aide aux pays de la Communauté d'Afrique de l'Est et à ceux qui participent à l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria en vue de reproduire le modèle du lac Victoria (5 cas); appui à des projets ayant obtenu un meilleur accès au crédit (5 cas); appui préalable aux investissements à l'intention des pays africains afin de faciliter leur accès à des sources d'investissement (6 cas); appui préalable aux investissements destiné à la Banque asiatique de développement, à la Banque africaine de développement et à la Banque interaméricaine de développement en ce qui concerne les interventions dans les domaines de l'eau et de l'assainissement financées par le Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement dans les pays participants (6 cas); appui préalable aux investissements destiné aux pays de l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria, en vue d'élargir ce programme (5 cas); appui à la coopération technique préalable aux investissements destiné aux pays d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes, dans le cadre d'interventions menées dans les domaines de l'eau et de l'assainissement (10 cas); assistance technique aux États

Membres, en vue de la réalisation de projets de financement communautaires et des programmes coopératifs (2 cas);

- ii) Stages, séminaires et ateliers : ateliers et séminaires de formation destinés aux partenariats entre exploitants de services de distribution de l'eau (40 participants en moyenne) (2); activités régionales de formation et de renforcement des capacités dans les domaines de l'eau et de l'assainissement dans les pays africains participants (10); atelier régional sur l'élaboration de stratégies et de politiques de financement d'un habitat favorable aux pauvres (4); ateliers régionaux sur la gestion des autorités municipales et l'aménagement des investissements financés dans les équipements (4); atelier régional sur les besoins et les perspectives de la Facilité pour la réfection des taudis et les opérations expérimentales de prêts d'amorçage remboursables (4); stages de formation, séminaires et ateliers sur les réformes nationales du secteur de l'eau organisés dans les pays participant à l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria (3); stages de formation, séminaires et ateliers organisés dans des pays d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes (4); séminaire de formation sur le développement de transports en commun à forte capacité (autobus, transports urbains rapides, réseaux ferroviaires légers) dans les villes d'Afrique de l'Est, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer le bilan climatique (1); atelier sur les projets coopératifs à base communautaire (1);
- iii) Projets opérationnels : opérations expérimentales de prêts d'amorçage remboursables et autres mécanismes novateurs pour le financement de logements destinés aux personnes à faible revenu (12); renforcement de capacités aux fins de projets opérationnels de financement et de coopération à base communautaire (4); achèvement de la phase I de l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria (5); coopération avec les acteurs nationaux en vue des investissements nécessaires à la réfection des taudis (10); fonds réhausseur de crédit permettant d'agrandir l'échelle des projets pilotes dans cinq pays (5); projets opérationnels en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes (10); projets expérimentaux choisis, visant à transposer dans d'autres pays le modèle de l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria (5); services consultatifs techniques destinés aux pays participant au projet Eau pour les villes africaines, visant à améliorer l'accès des pauvres à l'eau et aux services d'assainissement (10).

Tableau 15.18

Ressources nécessaires : sous-programme 4

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Postes	2 285,0	2 329,7	9	9
Autres objets de dépense	216,6	207,2	—	—
Total partiel	2 501,6	2 536,9	9	9
Fonds extrabudgétaires	59 716,8	50 996,6	20	21
Total	62 218,4	53 533,5	29	30

- 15.53 Le montant de 2 329 700 dollars prévu pour les postes, en augmentation de 44 700 dollars, doit permettre de financer neuf postes existants (7 administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur et 2 agents locaux) figurant au tableau 15.18. Cette augmentation s'explique par le reclassement proposé de P-4 à P-5 d'un poste de spécialiste des établissements humains, qui serait responsable de la Section 2 de l'eau et de l'assainissement (Asie-Pacifique et Amérique latine et Caraïbes), initiative qui renforcera l'exécution des programmes dans le domaine de la distribution d'eau potable, de l'assainissement et de la gestion des déchets. Le titulaire sera chargé de planifier et de superviser la réalisation des programmes de travail dans les pays d'Asie et d'Amérique latine. Le montant de 207 200 dollars prévu pour les autres dépenses (soit une diminution de 9 400 dollars) servira à couvrir les voyages, les frais généraux et autres dépenses de fonctionnement. La diminution est due principalement à la réduction prévue à la rubrique Mobilier et matériel.
- 15.54 Des fonds extrabudgétaires d'un montant prévisionnel de 50 996 600 dollars doivent permettre de financer 21 postes (13 administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur et 8 agents locaux) comme l'indique le tableau 15.18, ainsi que d'autres objets de dépense correspondant principalement à des activités menées sur le terrain. Ce montant fait apparaître une diminution de 8 720 200 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009, qui s'explique en grande partie par la réduction des activités de projet, réduction légèrement compensée par le coût d'un poste supplémentaire. Les fonds extrabudgétaires doivent permettre de financer l'action à mener dans les domaines d'intervention du plan stratégique et institutionnel à moyen terme ayant trait à la mise en place d'infrastructures de base écologiquement rationnelles et au renforcement des mécanismes de financement des établissements humains, ce qui nécessiterait une coopération étroite avec des partenaires en vue d'élaborer et d'appliquer des mécanismes novateurs permettant de financer des logements ainsi qu'une infrastructure et des services connexes écologiquement rationnels, qui soient d'un coût abordable et accessibles aux pauvres. Ils permettraient également de financer la réalisation d'un programme pilote quadriennal de prêts d'amorçage remboursables visant à financer des logements destinés à des personnes à faible revenu et des équipements connexes et d'appuyer les activités du programme Eau pour les villes africaines en s'intéressant particulièrement à l'Initiative de distribution d'eau et d'assainissement de la région du lac Victoria.

D. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 344 400 dollars

- 15.55 La mise en œuvre du programme de travail bénéficiera de l'appui de plusieurs services, notamment la planification des ressources humaines, la gestion financière, ainsi que la planification et la coordination des programmes. Les services d'appui au programme sont assurés par la Division de l'appui aux programmes, des administrateurs chargés de la gestion des programmes dans les bureaux régionaux d'ONU-Habitat et la Division des services administratifs de l'Office des Nations Unies à Nairobi.

Tableau 15.19

Ressources nécessaires : appui au programme

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2008-2009	2010-2011 (avant actuali- sation des coûts)	2008-2009	2010-2011
Budget ordinaire				
Postes	338,6	338,6	1	1
Autres objets de dépense	–	5,8	–	–
Total partiel	338,6	344,4	1	1
Fonds extrabudgétaires	12 666,9	18 908,8	49	59
Total	13 005,5	19 253,2	50	60

- 15.56 Le montant de 338 600 dollars prévu pour les postes au tableau 15.19 doit permettre de financer un poste P-4 existant. Le montant de 5 800 dollars demandé pour d'autres dépenses servirait principalement à couvrir les frais généraux et d'autres dépenses de fonctionnement.
- 15.57 Des fonds extrabudgétaires d'un montant prévisionnel de 18 908 800 dollars doivent permettre de financer 59 postes (27 administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur et 32 agents locaux), comme l'indique le tableau 15.19, et d'autres objets de dépense correspondant aux voyages, aux frais généraux et à d'autres dépenses de fonctionnement. Ce montant fait apparaître une augmentation de 6 241 900 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009, principalement imputable au renforcement des capacités de l'institution dans les domaines suivants : efficacité administrative, responsabilisation et bonne gouvernance, et appui à la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré dans les programmes et projets menés sur le terrain à titre de contribution aux interventions relatives à l'excellence dans la gestion.

Table 15.20

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

Résumé de la recommandation	Suite donnée à la recommandation
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/62/7 et Corr.)	
Le Comité a souligné qu'il importait que les publications et autres documents soient diffusés dans plusieurs langues, en tenant compte du public ciblé. Il espérait constater des progrès sur ce plan lorsqu'il examinerait le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (par. IV.42).	ONU-Habitat s'est efforcé d'augmenter le nombre des publications et des documents qui sont publiés dans d'autres langues que l'anglais en tenant compte du public ciblé et des ressources disponibles. Ainsi, le <i>Rapport mondial sur les établissements humains 2007</i> et la publication intitulée <i>État des villes dans le monde 2008/2009</i> ont tous deux été traduits en arabe; « État des villes dans le monde 2008/2009 » a également été traduit en chinois. Des démarches sont en cours afin d'obtenir des ressources financières

Comité des commissaires aux comptes
(A/63/5/Add.8, chap. II)

Le Comité a recommandé que l'Administration se concertent avec l'Office des Nations Unies à Nairobi pour examiner les sommes dues par le PNUD et lui en

demande le paiement dans les meilleurs délais (par. 15).

Le Comité a recommandé à ONU-Habitat de mettre en place des financements spécifiques pour les charges à payer au titre des prestations dues à la cessation de service et de l'assurance maladie après la cessation de service (par. 45).

Le Comité a recommandé à ONU-Habitat de respecter la réglementation sur les contrats de consultants et les contrats de louage de services (par. 78).

Bureau des services de contrôle interne

Pour améliorer la gestion financière et budgétaire de ses futurs projets de coopération technique, il faudrait qu'ONU-Habitat mette au point, en concertation avec l'Office des Nations Unies à Nairobi, un manuel des procédures à suivre pour assurer le contrôle financier et budgétaire des projets, qui définira les responsabilités de chacune de ces deux entités (AA2000/250/01^a).

Pour veiller à ce que des bureaux consultatifs ne soient créés que lorsque c'est indispensable et pour aider les divisions d'ONU-Habitat à mettre sur pied et faire

supplémentaires qui permettraient de traduire ces deux rapports en espagnol, en français et en russe.

Recommandation appliquée. ONU-Habitat a recouvré en janvier 2008 l'intégralité des sommes dues par le PNUD.

Recommandation acceptée. Par sa résolution 61/264, l'Assemblée générale a décidé d'aborder de nouveau à sa soixante-troisième session la question des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Un rapport du Secrétaire général sur la stratégie de financement proposée pour l'ONU est en cours d'élaboration et sera soumis à l'Assemblée. ONU-Habitat prendra les mesures qui conviennent concernant les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service en respectant les décisions que prendra l'Assemblée s'agissant du financement de ces charges par l'ONU.

Recommandation appliquée. En réponse aux préoccupations du Comité, ONU-Habitat a examiné plusieurs cadres juridiques possibles et établi un nouveau contrat pour ses opérations en Afghanistan, pays qui sort d'un conflit.

Recommandation appliquée. Le projet de manuel d'opérations a été communiqué au Bureau des services de contrôle interne (BSCI), qui a fait ses dernières recommandations en février 2009.

Recommandation appliquée. ONU-Habitat a élaboré une politique relative aux comités consultatifs. Cette politique a été communiquée au BSCI, qui a classé le dossier en février 2009.

fonctionner lesdits bureaux de manière uniforme, le Programme devrait élaborer des politiques et des procédures s'appliquant à la création d'un bureau consultatif, à la définition de ses buts et objectifs, des critères d'admission et des mécanismes de financement, ainsi qu'à la description de ses fonctions, de ses rapports avec le secrétariat d'ONU-Habitat, et de ses règles de procédure (AA2005/250/01^a).

Pour définir les grandes orientations stratégiques de ses opérations en Afghanistan, ONU-Habitat devrait élaborer un document directif présentant ses objectifs à long terme dans ce pays et le soumettre pour approbation au Directeur du bureau régional et de la Division de la coopération régionale et technique. Ce document devrait orienter l'évaluation de l'efficacité des opérations et la mise en place des mécanismes nécessaires sur les plans de l'encadrement et de l'administration.

Pour veiller à ce que chacun réponde de ses décisions, ONU-Habitat devrait établir des mécanismes permettant de mettre en place, de contrôler et de superviser la délégation de pouvoir qui feraient autorité s'agissant de la définition du degré approprié de délégation de pouvoir en Afghanistan, et prévoir les ressources correspondantes.

Pour garantir le respect du règlement de l'ONU et des dispositions relatives à la délégation de pouvoir, les services d'ONU-Habitat en Afghanistan devraient répertorier et compiler les politiques et les procédures appliquées sur le terrain et s'assurer de leur conformité. ONU-Habitat doit aussi étudier la possibilité d'intégrer les pratiques compilées au manuel opérationnel et envisager de faire participer ses services en Afghanistan à la mise à l'essai et à l'élaboration du manuel.

Recommandation en cours d'application. Au troisième trimestre 2008, un projet de plan stratégique était en cours d'élaboration. Toutefois, la situation sur le plan de la sécurité ayant changé, ONU-Habitat a été obligé de revoir à la baisse et de suspendre ses opérations dans quatre provinces. Le plan stratégique devra donc être modifié. Il a fallu revoir les modalités opérationnelles et repenser le programme. Afin d'assurer la sécurité du personnel, des mesures visant à renforcer la mobilité ont été conçues et présentées au Représentant spécial du Secrétaire général pour approbation. Le plan stratégique devrait être achevé en juin 2009.

ONU-Habitat passe actuellement en revue ses systèmes et ses pratiques en matière de délégation de pouvoir dans le cadre de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme. Afin d'améliorer l'efficacité de cet examen, on est en train d'élaborer des procédures décrivant de façon détaillée les dispositions à prendre pour établir, contrôler et superviser la délégation de pouvoir. Cette action devrait être menée à bien d'ici à juin 2009.

Recommandation appliquée. Afin de faire respecter les règlements de l'ONU et les dispositions relatives à la délégation de pouvoir, ONU-Habitat a dressé une liste de procédures dans le manuel des procédures régissant le contrôle financier et budgétaire des projets. Les dispositions du nouveau manuel devront être appliquées par tous les bureaux extérieurs, y compris en Afghanistan, et remplaceront toutes les politiques et procédures locales existantes. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Pour renforcer le mécanisme de responsabilisation de l'opération en Afghanistan, ONU-Habitat devrait préciser les fonctions et les responsabilités respectives du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique et de l'Office des Nations Unies à Nairobi s'agissant de la prestation de services à ladite opération.

Pour garantir la bonne utilisation des ressources des projets, ONU-Habitat devrait suspendre l'exécution du programme d'ensemble en Afghanistan. ONU-Habitat et l'Office des Nations Unies à Nairobi devraient examiner les prélèvements sur le compte du programme d'ensemble en Afghanistan et les dépenses effectuées au titre de ce programme, procéder aux opérations de rapprochement et, le cas échéant, établir des états financiers corrigés pour les projets concernés. S'il apparaît que les informations financières communiquées aux donateurs contiennent des erreurs, ONU-Habitat devrait rendre compte à ces donateurs de l'utilisation des fonds.

Pour que les ressources communes utilisées dans plus d'un projet soient comptabilisées et traitées correctement, il faudrait qu'ONU-Habitat élabore des directives relatives à la comptabilisation et au traitement de ces ressources communes dans le cadre de l'élaboration d'un manuel opérationnel concernant les activités menées sur le terrain.

Pour garantir l'utilisation correcte des ressources allouées aux projets, ONU-Habitat devrait donner des précisions aux donateurs concernés et soit restituer la somme 124 000 dollars aux donateurs touchés, soit obtenir l'approbation de ceux-ci quant à l'utilisation de ces fonds.

Pour qu'on sache clairement quand et dans quel cas créer et utiliser des comptes d'avances temporaires dans les opérations sur le terrain en même temps que d'autres

Les fonctions et les responsabilités de chacun ont été précisées. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation en cours d'application. ONU-Habitat prévoit de recruter un consultant indépendant, qui mènera cet examen. La recommandation devrait être appliquée d'ici à juin 2009.

Recommandation en cours d'application. Des directives relatives à la comptabilisation et au traitement des ressources communes utilisées dans plus d'un projet sont en train d'être élaborées. Cette opération devrait être menée à bien au plus tard fin juin 2009.

Recommandation en cours d'application. Dans les cas où il existe un solde résiduel important, ONU-Habitat a informé les donateurs concernés. La question sera examinée avec les principaux donateurs en février 2009, lors de la prochaine mission du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique en Afghanistan, en vue de parvenir à un accord. La recommandation devrait être appliquée d'ici à fin juin 2009.

Recommandation appliquée. Des directives relatives à la création, au contrôle et à l'examen de comptes d'avances temporaires ont été élaborées. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

modalités, comme les versements directs par le Siège, ONU-Habitat devrait établir une directive relative à la création, au contrôle et à l'examen des comptes d'avance temporaires.

Il faudrait qu'ONU-Habitat et l'Office des Nations Unies à Nairobi, pour garantir l'efficacité des opérations en Afghanistan, s'emploient, dans un délai clairement défini, à trouver un accord sur le dispositif le plus adapté en matière de recrutement, d'administration et de suivi des résultats et sur la délégation de pouvoirs correspondante pour recourir à des consultants en Afghanistan et, si nécessaire, demander l'aval du Bureau de la gestion des ressources humaines.

Afin de ne pas faire peser une charge financière excessive sur le personnel, l'administration d'ONU-Habitat en Afghanistan devrait établir des critères concernant le versement d'avances sur frais de voyage.

Pour renforcer ses ressources informatiques, ONU-Habitat devrait redoubler d'efforts pour recruter un directeur de l'informatique pour son opération en Afghanistan et, en même temps, demander à l'Office des Nations Unies à Nairobi de l'aider à déterminer quels sont ses besoins et impératifs en informatique, notamment les logiciels à remplacer.

Pour renforcer l'efficacité du Comité local des passations de marchés en Afghanistan, ONU-Habitat devrait définir son mandat et s'assurer qu'il suit les dispositions du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies. À cette fin, il faudrait notamment préciser les limites des attributions du Comité, en former les membres et établir des comptes rendus de ses réunions.

Pour améliorer l'efficacité de ses opérations d'achat les plus importantes et les plus fréquentes (carburant, location de véhicules, cartes téléphoniques et fourniture d'argent

Recommandation appliquée. L'administration d'ONU-Habitat en Afghanistan a externalisé toute la gestion des ressources humaines au niveau local. Elle a chargé le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets d'établir les contrats de vacataire qui sont conclus avec le personnel de Kaboul et est en train de confier à une tierce partie la gestion des ressources humaines dans d'autres lieux d'affectation en Afghanistan. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation appliquée. Désormais, tous les membres du personnel d'ONU-Habitat en Afghanistan peuvent toucher une avance sur frais de voyage. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation appliquée. L'administration d'ONU-Habitat en Afghanistan a recruté un directeur de l'informatique, qui est notamment chargé d'évaluer les besoins en informatique et de moderniser et de renforcer les systèmes exploités et les pratiques suivies sur le plan informatique dans le pays. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation appliquée. ONU-Habitat a élaboré une politique sur les comités locaux des passations de marchés et un modèle de contrat avec les collectivités. Le Bureau a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation appliquée. Un plan d'achats portant sur les opérations les plus importantes et les plus fréquentes a été mis en place. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

liquide, par exemple), il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat en Afghanistan établisse un plan d'achats prenant en compte les solutions et les stratégies disponibles dans ce domaine.

Pour continuer d'améliorer l'efficacité des contrats passés avec des groupes locaux, qui concourent à l'exécution des projets, il faudrait qu'ONU-Habitat définisse ce type de contrat et précise à quelles règles il est soumis (AA2007/250/04^a).

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat explicite les fonctions et les responsabilités des spécialistes de la gestion des programmes.

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat mette en place des dispositifs permettant de définir et de collecter les renseignements nécessaires pour déterminer si les objectifs fixés dans l'accord de prestation de services ont été atteints ou doivent être revus.

L'administration d'ONU-Habitat devrait lancer une opération visant à déterminer les besoins en matière de formation de la Division de l'appui aux programmes et les ressources nécessaires pour organiser un programme de formation annuel, qui permettrait de maintenir au fil du temps les capacités professionnelles au niveau voulu.

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat crée un dispositif permettant de contrôler et de surveiller l'application des politiques et des procédures financières par les bureaux régionaux et locaux, qui comprendrait des instructions tendant à ce que lesdits bureaux n'élaborent pas de procédures locales sans avoir consulté la Division de l'appui aux programmes, des mécanismes garantissant que ces bureaux disposent d'exemplaires à jour des

Recommandation appliquée. ONU-Habitat a élaboré une politique relative aux contrats locaux et un modèle d'accord s'y rapportant. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation appliquée. En juin 2008, dans le cadre des activités correspondant au domaine d'intervention « Ressources humaines » du Plan stratégique et institutionnel à moyen terme, ONU-Habitat a examiné et mis à jour les fonctions et les responsabilités des spécialistes de la gestion des programmes. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

Recommandation en cours d'application. En concertation avec le PNUE et l'Office des Nations Unies à Nairobi, ONU-Habitat est en train d'examiner les accords de prestation de services passés avec l'Office et d'étudier les moyens d'assurer le suivi de leurs résultats.

Recommandation en cours d'application. Compte tenu de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes et du fait qu'il est demandé dans le Plan stratégique et institutionnel à moyen terme d'établir des plans de formation pour l'ensemble du personnel d'ONU-Habitat, les programmes de formation destinés au personnel de la Division de l'appui aux programmes sont en cours d'examen.

Recommandation appliquée. ONU-Habitat a créé un dispositif permettant de surveiller et guider l'application des politiques et des procédures financières par les bureaux régionaux et locaux et de leur en communiquer la version actualisée, le cas échéant. Le BSCI a classé ce dossier en février 2009.

règlements applicables, et un programme prévoyant régulièrement des visites d'inspection afin de veiller à ce que les règlements soient respectés et de repérer les problèmes.

La Division de l'appui aux programmes devrait élaborer un plan qui permette de suivre et de contrôler ses résultats.

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat établisse des procédures permettant d'enregistrer les contributions, d'établir des reçus et d'affecter les contributions dans les meilleurs délais.

Il conviendrait que l'administration d'ONU-Habitat élabore des directives sur la marche à suivre pour constituer une réserve financière qui permette de garantir la solvabilité et la sécurité financière de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, de compenser les fluctuations des rentrées de fonds et de répondre à d'autres besoins analogues selon les décisions que le Conseil d'administration peut prendre à ce sujet.

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat repère et répertorie les règlements des Nations Unies auxquels elle est autorisée à déroger, détermine au cas par cas s'il lui faut toujours une dérogation et réunisse le cas échéant des informations sur les dispositions de ces règlements qui doivent être appliquées et les mesures à prendre à la place des dispositions auxquelles elle déroge.

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat crée un dispositif permettant de vérifier l'exhaustivité et l'exactitude des données concernant les recettes relatives au compte des dépenses d'appui au programme.

Il faudrait que l'administration d'ONU-Habitat définisse clairement quand et dans quelles circonstances une réserve financière

Recommandation en cours d'application. La Division de l'appui aux programmes d'ONU-Habitat va élaborer un plan qui permettra de suivre et de contrôler ses résultats.

Recommandation en cours d'application. ONU-Habitat va établir des procédures permettant d'enregistrer les contributions, d'établir des reçus et d'affecter les contributions dans les meilleurs délais.

Recommandation en cours d'application. ONU-Habitat va élaborer des directives sur la marche à suivre pour constituer une réserve financière.

Recommandation en cours d'application. ONU-Habitat est exempté des règles qui régissent les activités des fonds d'affectation; voir ST/SGB/188 (constitution et gestion des fonds d'affectation spéciale), ST/AI/284 (fonds généraux d'affectation spéciale), ST/AI/285 (fonds d'affectation spéciale de coopération technique) et ST/AI/286 (comptes d'appui au programme). ONU-Habitat évalue actuellement s'il devrait modifier la manière dont il applique ces règles au lieu d'en élaborer de nouvelles.

Recommandation en cours d'application. ONU-Habitat va créer un dispositif qui permettra de confirmer l'exhaustivité et l'exactitude des données concernant les recettes relatives au compte des dépenses d'appui au programme.

Recommandation en cours d'application. ONU-Habitat va définir clairement quand et dans quelles circonstances une réserve financière devrait être

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

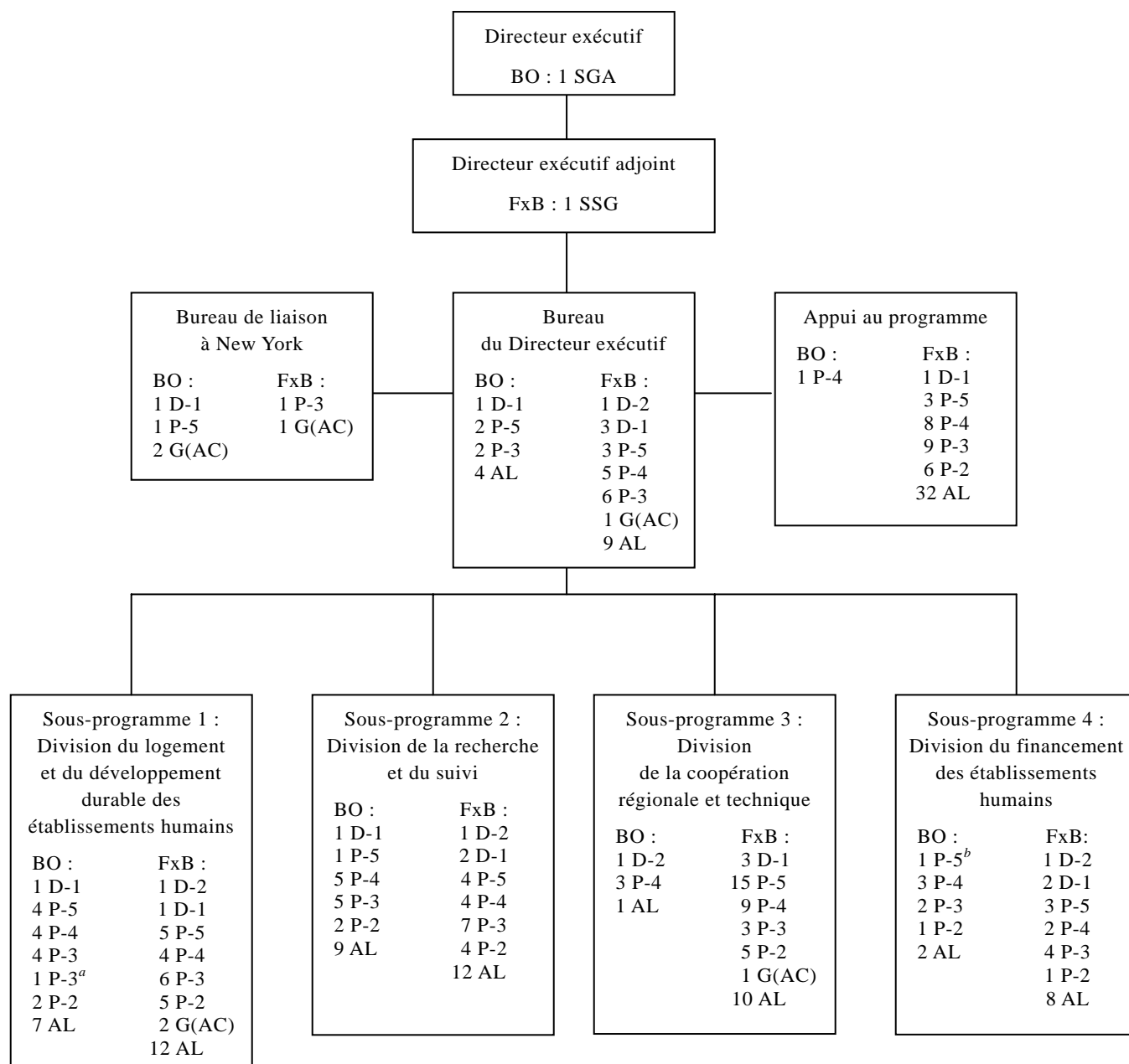
doit être constituée en appliquant les dispositions de l'instruction administrative ST/AI/285 afin d'éviter les charges financières résultant des dernières dépenses liées à la clôture d'un fonds d'affectation spéciale (il faudrait que ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'examen des règlements et des règles de l'ONU applicables, recommandé lors de l'audit des politiques et des procédures) (AA/2007/250/01^a).

constituée, compte tenu des dispositions de l'instruction administrative ST/AI/285.

^a Distribué aux directeurs de programme.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains

Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2010-2011



^a Nouveau poste.

^b Poste reclassé.

Abréviations : BO : budget ordinaire; G(AC) : agent des services généraux (Autres classes); AL : agent local; FxB : fonds extrabudgétaires.

Annexe

Produits de l'exercice 2008-2009 non reconduits en 2010-2011

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Logement et développement durable des établissements humains			
A/62/6, par. 15.33 a) i)	Vingt-deuxième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, 2009	1	Activité sur le point d'être terminée
	Quatrième session du Forum urbain mondial, 2008	1	Activité terminée
15.33 a) iii)	Réunion intergouvernementale et spécialisée du Comité consultatif des autorités locales des Nations Unies	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions du Groupe consultatif sur les expulsions forcées	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions sur l'assistance en matière d'administration des biens fonciers aux organes intergouvernementaux ou aux représentants des Nations Unies, y compris la Banque mondiale	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions/séminaires sur des stratégies efficaces de facilitation en matière de logement, y compris la création de coopératives de logement et la réalisation progressive du droit à un logement convenable, y compris examen du suivi du droit au logement grâce à des indicateurs	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions du Comité directeur de la Campagne mondiale pour une urbanisation durable	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions sur la gouvernance électronique, la planification, la participation de la société civile et l'adaptation des objectifs du Millénaire pour le développement au contexte local	3	Activité sur le point d'être terminée
	Réunion du groupe spécial d'experts sur les outils de formation et de renforcement des capacités pour le logement des pauvres dans les zones urbaines	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions de parties prenantes internationales sur la prévention de la délinquance en mettant l'accent sur les jeunes à risque et les politiques de sécurité urbaine	2	Activité sur le point d'être terminée
	Groupe consultatif d'experts sur la décentralisation (2008-2009)	1	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	Réunions pour l'élaboration du cadre normatif et opérationnel renforcé	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions régionales de groupes d'experts axées sur la réduction de l'écart entre l'offre et la demande en matière de formation à une urbanisation durable	4	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions du Comité consultatif des autorités locales des Nations Unies	4	Activité sur le point d'être terminée
	Réunion sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	1	Activité terminée
Reporté	Réunion du groupe d'experts Asie-Pacifique sur la gestion intégrée durable des déchets	1	Activité sur le point d'être terminée
Ajouté à titre discrétionnaire	Réunion du groupe d'experts chargé d'examiner les études sur la délinquance et la violence urbaines en Asie	1	Activité terminée
15.33 a) iv)	Fourniture d'un appui à l'Union africaine	1	Activité sur le point d'être terminée
	Fourniture d'un appui à la Conférence ministérielle africaine sur les activités liées aux ressources en eau	3	Activité sur le point d'être terminée
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Participation aux travaux du groupe de travail du Comité permanent interorganisations	4	Activité sur le point d'être terminée
	Réunion des institutions membres du Comité permanent interorganisations	3	Activité terminée
A/60/6, par. 15.25 b) i)	Bulletin trimestriel <i>Water for Cities</i>	3	Activité sur le point d'être terminée
A/62/6 par. 15.33 b) ii)	Publications sur des matériaux et techniques de construction économiques	2	Activité sur le point d'être terminée
	Études comparatives sur l'occupation et la gestion des terres	2	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur la réalisation progressive du droit à un logement convenable (évaluée sur la base des indicateurs du droit au logement)	1	Activité sur le point d'être terminée
	Recueil actualisé des législations nationales sur le droit au logement	1	Activité sur le point d'être terminée
	Recueil actualisé de la jurisprudence et des décisions sur le droit au logement	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur les progrès dans la réalisation du droit au logement des groupes vulnérables ou désavantagés	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapports thématiques régionaux sur la gouvernance urbaine	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapports thématiques régionaux sur les questions d'environnement urbain	1	Activité terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
A/60/6, par. 15.25 b) ii)	Examen des stratégies d'aménagement urbain de la région du lac Victoria et des enseignements tirés de l'expérience	1	Activité sur le point d'être terminée
	État de l'urbanisation dans la région du lac Victoria	1	Activité sur le point d'être terminée
	Capacités des municipalités à faire face au problème du VIH/sida dans la région du lac Victoria	1	Activité sur le point d'être terminée
	Publication sur l'harmonisation de règlements régissant la planification d'une urbanisation durable	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur le NEPAD	1	Activité sur le point d'être terminée
	Mise à jour du rapport sur le programme pour les villes du NEPAD	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur la décentralisation et la démocratie locale	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapports thématiques régionaux sur les questions d'environnement urbain (3)	1	Activité sur le point d'être terminée
	Documents régionaux sur la prévention du crime (Asie, Afrique, Amérique latine et Caraïbes)	2	Activité sur le point d'être terminée
	Rapports thématiques régionaux sur les questions d'environnement urbain (3)	1	Activité sur le point d'être terminée
A/60/6, par. 15.25 b) iv)	Rapports thématiques régionaux sur les questions d'environnement urbain	1	Activité terminée
	Instruments visant à améliorer la planification et la gestion de l'environnement urbain	1	Activité terminée
Ajouté à titre discrétionnaire	Manuel sur l'élaboration de politiques d'aménagement de l'espace urbain	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel sur le rôle du sport dans la lutte contre la violence et la prévention du crime	1	Activité sur le point d'être terminée
	Étude sur la sécurité et la pauvreté en Asie	1	Activité sur le point d'être terminée
	Première étude sur la méthodes d'action visant à garantir la sécurité des femmes	1	Activité sur le point d'être terminée
	<i>What Is Safety?</i> , publication traitant des conditions de sécurité en Europe orientale	1	Activité sur le point d'être terminée
	Stratégies régionales de sécurité urbaine	3	Activité sur le point d'être terminée
	La planification comme moyen de lutter contre la violence à l'égard des femmes	1	Activité sur le point d'être terminée
	Notes de synthèse sur une planification plus sûre, la gouvernance urbaine, l'assainissement des taudis, la lutte	5	Activité sur le point d'être terminée

	Produit	Quantité	Explication
	contre la violence à l'encontre des femmes dans les villes, les migrations		
	Document d'information sur l'implication des jeunes en faveur de la Conférence de Durban	1	Activité terminée
	Examen général des outils fonciers destinés aux personnes âgées, compte tenu du cadre international de défense des droits de l'homme	1	Activité terminée
	Comment élaborer une politique foncières propauvres : processus, principes et leçons	1	Activité terminée
	Améliorer les conditions de logement par des mécanismes de financement novateurs : rapport de la réunion sur les femmes tenue par la Fédération internationale des géomètres et ONU-Habitat à Stockholm	1	Activité terminée
	Rapport sur les premiers effets du système d'enregistrement foncier sur les femmes en Éthiopie	1	Activité terminée
	Comment créer un bon régime foncier	1	Activité terminée
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Bibliographie annotée sur les coopératives de logement (en coopération avec l'Alliance coopérative internationale)	1	Activité terminée
	Comment élaborer une politique foncière pro-pauvres : processus, guide et leçons	1	Activité terminée
	Como desarrollar una política del suelo a favor de los pobres : proceso, guía y lecciones	1	Activité terminée
	Guía para legisladores sobre los derechos de la mujer al suelo, propiedad y vivienda en todo el mundo	1	Activité terminée
	Derechos seguros al suelo para todos	1	Activité terminée
A/62/6, par. 15.33 b) iii)	Brochures, dépliants, fiches d'information, pochettes de documentation, planches murales sur les campagnes mondiales pour une urbanisation durable	2	Activité sur le point d'être terminée
	<i>Bulletin sur le programme de gestion des catastrophes</i>	2	Activité sur le point d'être terminée
	Matériel d'information sur l'occupation des terres et la gestion des terres	4	Activité sur le point d'être terminée
	<i>Safety Cities Newsletter</i>	2	Activité sur le point d'être terminée
	<i>Urban Environment Newsletter</i>	4	Activité sur le point d'être terminée
	Bulletin trimestriel <i>Water for Cities</i>	8	Pas commencé

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
15.33 b) iv)	Outils, directives et documents de politique générale sur le renforcement de la gouvernance urbaine aux fins de l'intégration des questions de développement urbain durable dans les plans de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté nationaux	2	Activité sur le point d'être terminée
	Outils, directives et documents de politique générale relatifs à la prévention de la délinquance urbaine	4	Activité sur le point d'être terminée
	Outils, directives et documents de politique générale établis conjointement par ONU-Habitat et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour recenser les thèmes écologiques mondiaux	2	Activité sur le point d'être terminée
	Directives sur l'établissement d'un répertoire des institutions de formation et de renforcement des capacités	1	Activité sur le point d'être terminée
	Supports pédagogiques dans le domaine de la gouvernance foncière	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outils d'intégration des jeunes à l'usage des municipalités	1	Activité sur le point d'être terminée
	Adaptation et gestion en ligne des outils de formation mis au point par ONU-Habitat pour l'enseignement à distance	2	Activité sur le point d'être terminée
	Outils et directives pour l'élaboration de politiques en matière de logement	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outils et directives pour la planification de la lutte contre la prolifération de taudis	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outil de gestion financière au niveau municipal pour le programme du lac Victoria	1	Activité sur le point d'être terminée
	Répertoire d'institutions de formation et de renforcement des capacités axées sur les questions relatives aux établissements humains, au gouvernement local et à l'urbanisation durable	1	Activité sur le point d'être terminée
	Programme de téléenseignement sur l'urbanisation durable à l'appui des programmes diplômants pour les planificateurs urbains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outils, directives et documents de politique générale sur les problèmes fonciers	2	Activité sur le point d'être terminée
	Matériel pédagogique sur le développement urbain durable	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outils pédagogiques à l'intention des formateurs au développement économique local	1	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	Outils nécessaires à l'application des directives sur la décentralisation	2	Activité sur le point d'être terminée
15.33 b) v)	Vidéos sur le programme du lac Victoria	1	Activité sur le point d'être terminée
A/60/6, par. 15.25 b) iv)	Pratiques optimales de décentralisation	1	Activité sur le point d'être terminée
	Instruments visant à améliorer la planification et la gestion de l'environnement urbain	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outils, directives et documents de politique générale sur la remise en état et la reconstruction durables des établissements humains, la réduction de leur vulnérabilité et la préparation aux catastrophes	1	Activité sur le point d'être terminée
	Élaboration et mise à l'essai de modules de formation des jeunes relatifs à la sécurisation des villes en Afrique, en Amérique latine et en Asie	1	Activité sur le point d'être terminée
Ajouté à titre discrétionnaire	Outils, directives et documents de politique générale sur la remise en état durable des établissements humains et la réduction des risques de catastrophe	2	Activité sur le point d'être terminée
A/62/6, par. 15.33 c) i)	Amélioration des stratégies de facilitation en matière de logement	4	Activité sur le point d'être terminée
	Promotion de la réalisation du droit au logement (concertations régionales)	4	Activité sur le point d'être terminée
	Promotion de l'utilisation des matériaux de construction et des technologies les plus efficaces	4	Activité sur le point d'être terminée
	Promotion d'une meilleure sécurité d'occupation et d'assainissement des taudis des villes, en mettant l'accent sur l'élaboration de moyens d'action, sur des dispositions institutionnelles et sur des améliorations concrètes dans des établissements choisis	10	Activité sur le point d'être terminée
	Activités de sensibilisation aux niveaux régional et mondial	2	Activité sur le point d'être terminée
	Envoi de missions d'assistance technique, de secours d'urgence et d'élaboration de projets dans des pays touchés par des catastrophes, ou exposés à celles-ci, conformément à la stratégie approuvée	10	Activité sur le point d'être terminée
	Programme de travail conjoint ONU-Habitat/PNUE concernant l'environnement urbain	2	Activité sur le point d'être terminée

<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Cadre commun d'activités à long terme ONU-Habitat/PNUE dans le domaine de l'environnement urbain	1	Activité terminée
Appui aux institutions nationales de formation et de renforcement des capacités en matière de suivi des incidences de la formation	3	Activité sur le point d'être terminée
Appui aux institutions nationales de formation et de renforcement des capacités pour les aider à intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans leurs programmes	3	Activité sur le point d'être terminée
Appui aux institutions nationales de formation et de renforcement des capacités dans le domaine de la formation des administrations locales	3	Activité sur le point d'être terminée
Services consultatifs pour élaborer une stratégie de renforcement des capacités dans le domaine de la planification et de l'architecture urbaines	2	Activité sur le point d'être terminée
Services consultatifs pour élaborer une stratégie régionale de formation et de renforcement des capacités en Amérique latine	2	Activité sur le point d'être terminée
Services consultatifs aux partenaires et autorités locales en matière de prévention du crime et de sûreté	10	Activité terminée
Services consultatifs du Groupe consultatif sur les expulsions forcées	8	Activité sur le point d'être terminée
Assistance en matière d'administration des biens fonciers aux organes intergouvernementaux ou aux représentants des Nations Unies, y compris la Banque mondiale	2	Activité sur le point d'être terminée
Appui à l'intégration des questions liées à l'urbanisation dans les plans de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté nationaux	4	Activité sur le point d'être terminée
Appui aux institutions et aux programmes nationaux et internationaux de formation et de renforcement des capacités pour l'évaluation des besoins en matière de formation et de l'impact de la formation	3	Activité terminée
Activités consultatives techniques et travail de sensibilisation à la mise en œuvre des directives sur la décentralisation	1	Activité sur le point d'être terminée
Appui aux Cités et gouvernements locaux unis	2	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
15.33 c) ii)	Organisation d'ateliers de renforcement des capacités de gestion de la planification environnementale en coopération avec les services urbains nationaux pour 35 personnes environ par atelier	2	Activité sur le point d'être terminée
	Cours de formation sur la sécurité urbaine à l'intention des coordonnateurs des programmes « Pour des villes plus sûres » et des responsables des administrations locales et autres partenaires pour 18 personnes environ par atelier	4	Activité sur le point d'être terminée
	Ateliers régionaux sur la gestion financière des administrations locales pour 25 personnes environ par atelier	2	Activité terminée
	Cours de formation régionaux sur la gouvernance foncière pour 30 personnes environ par atelier	2	Activité terminée
	Cours de formation durant la quatrième session du Forum urbain mondial pour 40 personnes environ par atelier	3	Activité terminée
	Ateliers de formation et de renforcement des capacités pour améliorer les moyens de déplacement économique dans les villes des pays en développement (25 personnes environ par atelier)	6	Activité sur le point d'être terminée
	Cours de formation/réunion organisés par ONU-Habitat et le PNUE à l'intention des partenaires pour un programme à long terme concernant l'environnement urbain	1	Activité terminée
	Intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans la planification locale	2	Activité sur le point d'être terminée
	Ateliers de formation régionaux sur le programme du lac Victoria	2	Activité sur le point d'être terminée
	Cours de formation/ateliers sur la transparence et la planification fondée sur la participation	4	Activité sur le point d'être terminée
	Cours régionaux sur le développement urbain durable	2	Activité terminée
	Formation au développement urbain durable à l'intention des directeurs de programme pour l'habitat	1	Activité terminée
	Cours de formation/ateliers sur l'audit de la sécurité des femmes	3	Activité sur le point d'être terminée
Ajouté à titre discrétionnaire	Cours de formation de formateurs sur la sécurité urbaine en Asie	1	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
15.33 c) iii)	Projets sur le terrain en collaboration avec les bureaux régionaux s'occupant de prévention de la criminalité aux niveaux local et national	12	Activité sur le point d'être terminée
	Exécution, appui et évaluation des projets visant à faire face aux catastrophes	15	Activité sur le point d'être terminée
	Projets de terrain à l'appui de la formulation de stratégies de logement efficaces	4	Activité sur le point d'être terminée
	Plans d'action relatifs aux stratégies d'aménagement urbain pour huit villes, y compris des projets pilotes : Homa Bay, Bukoba, Kisumu, Entebbe, Kampala, Jinja, Mwanza et Musoma	8	Activité sur le point d'être terminée
Total partiel		302	
Suivi du Programme pour l'habitat			
A/62/6, par. 15.38 a) i)	Vingt-deuxième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat (2009)	1	Activité sur le point d'être terminée
	Quatrième session du Forum urbain mondial (2008)	1	Activité terminée
15.38 a) ii)	Documents pour la vingt-deuxième session du Conseil d'administration	2	Activité sur le point d'être terminée
	Documents pour la Commission du développement durable (2008, 2009)	2	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur le Forum des jeunes à la quatrième session du Forum urbain mondial	1	Activité terminée
15.38 a) iii)	Réunions annuelles du Comité directeur du Programme concernant les pratiques optimales et les moyens d'encadrement local	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions du groupe d'experts chargé d'examiner les enseignements tirés des meilleures pratiques, l'accent étant mis sur un ou plusieurs des cinq domaines d'activité principaux identifiés dans le plan stratégique et institutionnel à moyen terme	3	Activité sur le point d'être terminée
	Réunion du groupe d'experts chargé des partenariats et alliances ayant trait au suivi et à la mise en œuvre des programmes relatifs aux établissements humains, l'accent étant mis sur un ou plusieurs des cinq domaines d'activité principaux identifiés dans le plan stratégique et institutionnel à moyen terme	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions du groupe d'experts chargé du suivi des progrès accomplis sur la voie	2	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau des pays et de l'observation des inégalités en milieu urbain		
	Réunions annuelles du Comité directeur des Amis du Groupe des systèmes de suivi	2	Activité sur le point d'être terminée
	Évaluation des tendances mondiales en ce qui concerne la prise en compte des questions d'égalité des sexes et la participation des femmes aux structures d'administration locales à la quatrième session du Forum urbain mondial	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunion du Comité consultatif du Réseau de recherche mondial sur les établissements humains sur un ou plusieurs des cinq domaines d'activité principaux identifiés dans le plan stratégique et institutionnel à moyen terme	2	Activité sur le point d'être terminée
	Tendances mondiales en matière de planification urbaine	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions de groupes spéciaux sur la mise en œuvre de partenariats durables	1	Activité sur le point d'être terminée
	Suivi des taudis à l'aide de la technologie géospatiale	1	Activité terminée
15.38 b) ii)	Directives concernant la diffusion des meilleures pratiques	1	Activité sur le point d'être terminée
	Études sur le dialogue mondial concernant les établissements humains	8	Activité sur le point d'être terminée
	Version abrégée du <i>Rapport mondial sur les établissements humains 2009</i>	6	Activité sur le point d'être terminée
	Série de conférences d'ONU-Habitat	2	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur le renforcement de la concertation entre zones rurales et zones urbaines en Afrique orientale aux fins du développement	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rôle de la société civile dans le renforcement des valeurs civiques	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport de situation sur le secteur privé	1	Activité sur le point d'être terminée
	Taudis du monde : examen des tendances et mise à jour	2	Activité sur le point d'être terminée
	Fiches sur les inégalités en milieu urbain : villes et citoyens	5	Activité sur le point d'être terminée
	Manuels de formation aux Systèmes d'information géographique, guide révisé	1	Supprimé pour manque de fonds extrabudgétaires

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	Version actualisée du Manuel d'information urbaine	2	Activité sur le point d'être terminée
	Recueil de statistiques sur les établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel de formation sur le Programme concernant les indicateurs urbains, guide révisé	1	Activité sur le point d'être terminée
	Publication sur les enseignements tirés des meilleures pratiques en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement – région du lac Victoria	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport préliminaire sur la sécurité d'occupation résidentielle et l'analyse intra-urbaine	1	Activité sur le point d'être terminée
	Données ventilées par sexe sur les indicateurs urbains, rapport pour l'Afrique	1	Activité terminée
	Guide sur la prise en compte systématique des questions d'égalité des sexes dans les établissements humains à l'intention des partenaires du Programme pour l'habitat	1	Activité sur le point d'être terminée
	La situation des enfants et des jeunes dans les villes	1	Activité terminée
	Monographie des enseignements tirés des meilleures pratiques, des politiques urbaines rationnelles et des textes législatifs facilitant ces politiques	1	Activité terminée
	Plan d'action pour l'égalité des sexes 2008-2013	1	Activité sur le point d'être terminée
	Directives pour le travail en partenariat	1	Activité sur le point d'être terminée
	Cadre de gestion des connaissances et de l'impact des politiques en matière d'établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Profils de partenaires	1	Activité sur le point d'être terminée
	Document d'orientation sur la sensibilisation, le suivi et les partenariats en matière d'urbanisation durable	1	Activité sur le point d'être terminée
	Indicateurs pour les jeunes	1	Activité terminée
	Manuels de formation aux Systèmes d'information géographique	1	Activité sur le point d'être terminée
A/60/6, par. 15.30 b) ii)	Guide sur les logements sociaux pour les femmes	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel de formation sur la mise en place d'un centre d'information et de documentation à l'intention des jeunes	1	Activité terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	Stratégies nouvelles et novatrices pour financer l'amélioration du logement dans les quartiers pauvres	1	Activité sur le point d'être terminée
	Guide des meilleures pratiques concernant la promotion de l'égalité des sexes et le développement des établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel de pratiques sur l'égalité hommes-femmes et la reconstruction	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel de pratiques sur l'égalité des sexes et la gouvernance	1	Activité sur le point d'être terminée
	Décernement de récompenses aux villes et administration des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique qui sont les plus attentives aux besoins des femmes et les plus soucieuses de l'égalité des sexes et organisation de concours dans ce domaine	1	Activité terminée
	Organisation en 2007 d'un concours des villes soucieuses des droits et de l'égalité des sexes	1	Activité terminée
A/62/6, par. 15.38 b) iii) 15.38 c) i)	Base de données aisément accessible pour les partenaires	1	Activité sur le point d'être terminée
	Appui au renforcement des capacités locales de mettre en place des systèmes de suivi locaux ou d'améliorer ceux qui existent déjà	6	Activité sur le point d'être terminée
	Offre d'un soutien à certains pays et certaines villes dans le cadre de l'échantillon mondial de villes (Programme concernant les indicateurs urbains) en vue de la collecte et de l'analyse de données sur les villes	5	Activité sur le point d'être terminée
	Appui à certains gouvernements d'Afrique en vue de la prise en compte systématique des questions d'égalité des sexes dans les structures d'administration locale	2	Activité sur le point d'être terminée
	Apport d'un soutien à certaines villes dans l'utilisation du logiciel UrbanInfo	5	Activité sur le point d'être terminée
	Soutien à certains gouvernements en vue de l'intégration systématique des préoccupations des femmes dans les programmes d'amélioration des taudis	2	Activité sur le point d'être terminée
	Offre d'un appui aux pays dans le cadre de la préparation des recensements nationaux	4	Activité sur le point d'être terminée
	Appui aux initiatives consistant à décerner des récompenses aux villes et administration des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie-	2	Activité terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	Pacifique qui sont les plus attentives aux besoins des femmes et les plus soucieuses de l'égalité des sexes et à organiser des concours dans ce domaine		
	Indicateurs de base (pays et villes) pour 10 pays au maximum, dont des pays pilotes de l'initiative Une ONU	10	Activité sur le point d'être terminée
15.38 c) ii)	Atelier sur les mesures concrètes permettant d'améliorer la concertation entre zones rurales et zones urbaines en matière de développement (30 participants)	1	Activité sur le point d'être terminée
	Ateliers régionaux sur la prise en compte systématique des questions d'égalité des sexes dans le développement municipal en Afrique australe (30 participants)	2	Activité sur le point d'être terminée
Total partiel		117	
Coopération régionale et technique			
A/62/6, par. 15.42 a) i)	Vingt-deuxième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat	1	Activité sur le point d'être terminée
	Quatrième session du Forum urbain mondial (2008)	1	Activité terminée
15.42 a) ii)	Vingt-deuxième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat	1	Activité sur le point d'être terminée
	Quatrième session du Forum urbain mondial	1	Activité terminée
15.42 a) iii)	Conférence ministérielle africaine sur le logement et le développement urbain	1	Activité terminée
	Réunions annuelles des ministres du logement et du développement urbain des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions sur l'habitat et l'urbanisme en Europe orientale et dans les pays en transition	1	Activité sur le point d'être terminée
	Session annuelle de la Conférence ministérielle des pays d'Asie et du Pacifique sur le patrimoine foncier, le logement et le développement urbain	1	Activité sur le point d'être terminée
A/60/6, par. 15.34 a) ii)	Réunions sur l'habitat et l'urbanisme en Europe orientale et dans les pays en transition	2	Activité sur le point d'être terminée
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Rapport sur l'état des villes en Afrique (2010)	1	Activité sur le point d'être terminée
A/62/6, par. 15.42 b) ii)	Rapports régionaux sur l'état des villes dans le monde	3	Activité sur le point d'être terminée
	Rapports sur l'établissement rapide de profils urbains viables	10	Activité terminée
	Bulletin sur les meilleures pratiques	8	Activité terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
A/60/6, par. 15.34 b) ii)	Financement du logement pour les pays d'Europe orientale et en transition	1	Activité terminée
A/62/6, par. 15.42 c) i)	Missions consultatives sur les questions de logement et de développement urbain en Afrique, dans les États arabes, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Europe orientale	25	Activité sur le point d'être terminée
15.42 c) ii)	Formation sur l'établissement rapide de profils urbains viables	3	Activité sur le point d'être terminée
15.42 c) iii)	Projets de gouvernance urbaine et d'assainissement des quartiers insalubres, en collaboration avec le PNUD et l'organisation Cities Alliance en Afrique et dans les États arabes, en Asie et dans le Pacifique, et en Amérique latine et dans les Caraïbes	20	Activité sur le point d'être terminée
	Projets d'assainissement des quartiers insalubres, de planification urbaine, de gestion de la situation au sortir d'un conflit et de relèvement, de gouvernance, de services de base, de développement institutionnel et de renforcement des capacités dans les États arabes	12	Activité sur le point d'être terminée
Total partiel		93	
Financement des établissements humains			
A/62/6, par. 15.46 a) i)	Vingt-deuxième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, 2009	1	Activité sur le point d'être terminée
	Quatrième session du Forum urbain mondial, 2008	1	Activité terminée
15.46 a) iii)	Cadre institutionnel et choix qui s'offrent à la Fondation pour l'habitat	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions annuelles du Conseil consultatif des programmes de développement de la Fondation pour l'habitat	2	Activité sur le point d'être terminée
	Réunion annuelle conjointement organisée par ONU-Habitat et le Groupe du développement des infrastructures privées sur la mobilisation de capitaux d'origine nationale pour financer des services de base et des infrastructures urbaines connexes	2	Activité sur le point d'être terminée
	Stratégie de mobilisation de ressources pour la Fondation pour l'habitat	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions semestrielles du Comité consultatif de la Facilité pour la réfection des taudis	4	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	Le rôle des institutions financières internationales et régionales et des mécanismes de financement international dans la mobilisation de capitaux d'origine nationale pour l'assainissement des quartiers insalubres	1	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions d'échange entre pairs sur le financement de logements et des infrastructures connexes dans certains pays d'Afrique de l'Ouest	3	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions d'échange entre pairs sur les mécanismes de financement du logement et des infrastructures connexes dans certains pays d'Afrique orientale	3	Activité sur le point d'être terminée
	Réunions de coordination avec les activités du Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement visant l'assainissement des quartiers insalubres	4	Activité sur le point d'être terminée
	Services de distribution d'électricité pour les pauvres des zones urbaines résidant dans des bidonvilles dans les pays en développement	1	Activité terminée
	Outils de financement et programmes de logements coopératifs au niveau des communautés	2	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur l'état de l'eau et de l'assainissement dans les villes du monde (troisième édition)	1	Activité sur le point d'être terminée
	Concertation de haut niveau sur l'action à mener pour intégrer la problématique de la situation des femmes dans les programmes d'eau et d'assainissement en Afrique	1	Activité sur le point d'être terminée
	Mécanismes et instruments de financement des établissements humains	3	Activité sur le point d'être terminée
	Politiques de financement des établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Appui à la Conférence des ministres africains sur les activités dans le secteur de l'eau	3	Activité sur le point d'être terminée
	Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement	2	Activité sur le point d'être terminée
15.46 b) ii)	Document d'orientation sur le financement des établissements humains	1	Activité terminée
	Rapport sur les liens entre les mécanismes formels et informels de financement du logement dans les pays en développement	1	Activité sur le point d'être terminée
	Recueil de pratiques et d'outils novateurs pour le financement municipal des	1	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	infrastructures de base dans les bidonvilles de certains pays en développement		
	Rapports sur les efforts faits par certaines institutions internationales et du secteur privé pour mobiliser des ressources aux fins de la construction de logements et d'établissements humains d'un coût abordable	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur les enseignements tirés, les partenariats et les meilleurs moyens d'accéder aux sources nationales de financement et d'utiliser des ressources internationales pour mobiliser des fonds d'origine nationale et financer la construction de logements et d'établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel pour l'élaboration d'une stratégie de financement des établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel de financement et de microfinancement au niveau des communautés	1	Activité sur le point d'être terminée
	Instruments de financement des établissements humains (rapports et outils techniques)	3	Activité terminée
	Monographies sur les systèmes novateurs de financement des établissements humains	7	Activité sur le point d'être terminée
	Publications sur les coopératives de logement	2	Activité sur le point d'être terminée
	Eau, assainissement, énergie et transports	6	Activité terminée
	Services de distribution d'électricité pour les pauvres des zones urbaines résidant dans des bidonvilles dans les pays en développement	1	Activité terminée
	Publication conjointement diffusée par ONU-Habitat et les institutions financières internationales sur le rôle des institutions financières internationales et régionales et des mécanismes de financement international dans la mobilisation de capitaux d'origine nationale pour l'assainissement des quartiers insalubres	1	Activité sur le point d'être terminée
	Rapport sur les liens entre les mécanismes formels et informels de financement du logement dans certains pays	2	Activité sur le point d'être terminée
A/60/6, par. 15.40 b) ii)	Recueil de pratiques et d'outils novateurs pour le financement municipal des	1	Activité sur le point d'être terminée

	Produit	Quantité	Explication
	infrastructures de base dans les bidonvilles de certains pays en développement		
A/62/6, par. 15.46 b) iii)	Bulletin trimestriel <i>Water for Cities</i>	8	Activité sur le point d'être terminée
	Brochures sur les programmes d'eau et d'assainissement par pays	4	Activité terminée
15.46 b) iv)	Diffusion en ligne d'informations sur les activités de la Fondation pour les établissements humains	1	Activité sur le point d'être terminée
	Base de données sur le financement du logement et des infrastructures connexes en faveur des populations urbaines déshéritées dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement	1	Activité sur le point d'être terminée
	Mémoires d'accord et autres cadres de coopération conclus avec des institutions financières internationales, des banques régionales de développement, des mécanismes de financement international et des organismes des Nations Unies	3	Activité sur le point d'être terminée
	Trousse à outils pour l'intégration de la problématique de la situation des femmes dans les programmes d'eau et d'assainissement	4	Activité sur le point d'être terminée
	Outils de formation et de renforcement des capacités pour les gestionnaires des services de distribution d'eau et des services d'assainissement en Afrique	1	Activité sur le point d'être terminée
	Manuel de formation sur la gestion rationnelle de l'eau et les services de distribution en faveur des pauvres	1	Activité sur le point d'être terminée
	Outils de formation pour la mise en place de systèmes de transports rapides dans les villes d'Afrique subsaharienne	1	Activité sur le point d'être terminée
	Site Web du Réseau d'action pour les modes de transport viables en Afrique	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
	Financement des établissements humains : pratiques et enseignements tirés de l'expérience acquise sur le terrain (série de publications électroniques sur les meilleures pratiques)	1	Activité sur le point d'être terminée
15.46 c) i)	Fourniture de services consultatifs à des États Membres intéressés sur les modalités de présentation de projets d'assainissement des quartiers insalubres, de promotion de la coopération entre les établissements de prêt nationaux et les	10	Activité sur le point d'être terminée

	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	partenaires de développement et de mobilisation de capitaux d'origine nationale pour rénover les taudis et améliorer les services de base		
	Projets pilotes visant à examiner diverses options de financement, par exemple le fonds de garantie pour les prêts et subventions, le capital social, le financement-relais et les fonds de promotion	10	Activité sur le point d'être terminée
	Services consultatifs à 20 pays d'Afrique et à huit pays d'Asie et du Pacifique sur la distribution de l'eau et l'assainissement	28	Activité sur le point d'être terminée
	Services consultatifs au Kenya et à l'Ouganda sur la planification et la gestion de modes de transport viables	2	Activité terminée
15.46 c) ii)	Séminaires/ateliers sur les enseignements tirés, les partenariats et les meilleurs moyens d'accéder aux sources nationales de financement et d'utiliser des ressources internationales pour mobiliser des fonds d'origine nationale et financer la construction de logements et d'établissements humains dans quatre pays pilotes	4	Activité sur le point d'être terminée
	Séminaires/ateliers destinés à promouvoir la coopération entre les établissements de prêt nationaux et les partenaires de développement dans certains pays en développement	6	Activité sur le point d'être terminée
	Élément formation des projets sur l'eau pour les villes asiatiques et africaines à l'intention d'environ 45 personnes par atelier	6	Activité sur le point d'être terminée
	Formation et renforcement des capacités dans le domaine des moyens de transport à faible coût pour les villes des pays en développement, à l'intention d'environ 25 personnes par atelier	6	Activité sur le point d'être terminée
15.46 c) iii)	Programmes à long terme visant à mobiliser des ressources pour accroître l'offre de crédits abordables disponibles pour financer des projets d'assainissement des quartiers insalubres et de construction de logements et d'aménagement d'infrastructures connexes	3	Activité sur le point d'être terminée
	Projets pilotes d'ONU-Habitat et d'institutions financières internationales faisant appel à leurs compétences respectives pour mobiliser des capitaux d'origine nationale et financer la	4	Activité sur le point d'être terminée

<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
construction de logements et la fourniture de services de base dans certains pays en développement		
Partenariats entre ONU-Habitat et les institutions financières internationales conciliant des services de mise au point de logiciels de préinvestissement et des portefeuilles de placement accéléré dans deux pays en développement	2	Activité sur le point d'être terminée
Assistance technique et financière au titre de projets locaux et nationaux d'assainissement des quartiers insalubres, en mettant l'accent sur les montages financiers et la mise au point d'outils permettant de reproduire et de transposer ces projets sur une plus grande échelle	4	Activité sur le point d'être terminée
Programmes régionaux dans le secteur de l'eau dans trois pays d'Afrique (Initiative lac Victoria) et quatre pays d'Asie (Initiative Mékong)	7	Activité sur le point d'être terminée
Projets opérationnels dans le domaine de la distribution d'eau et de l'assainissement dans 20 pays d'Afrique et 8 pays d'Asie	28	Activité sur le point d'être terminées
Projets opérationnels sur des initiatives communautaires et coopératives dans le domaine des établissements humains	4	Activité sur le point d'être terminées
Total partiel	220	
Total	732	